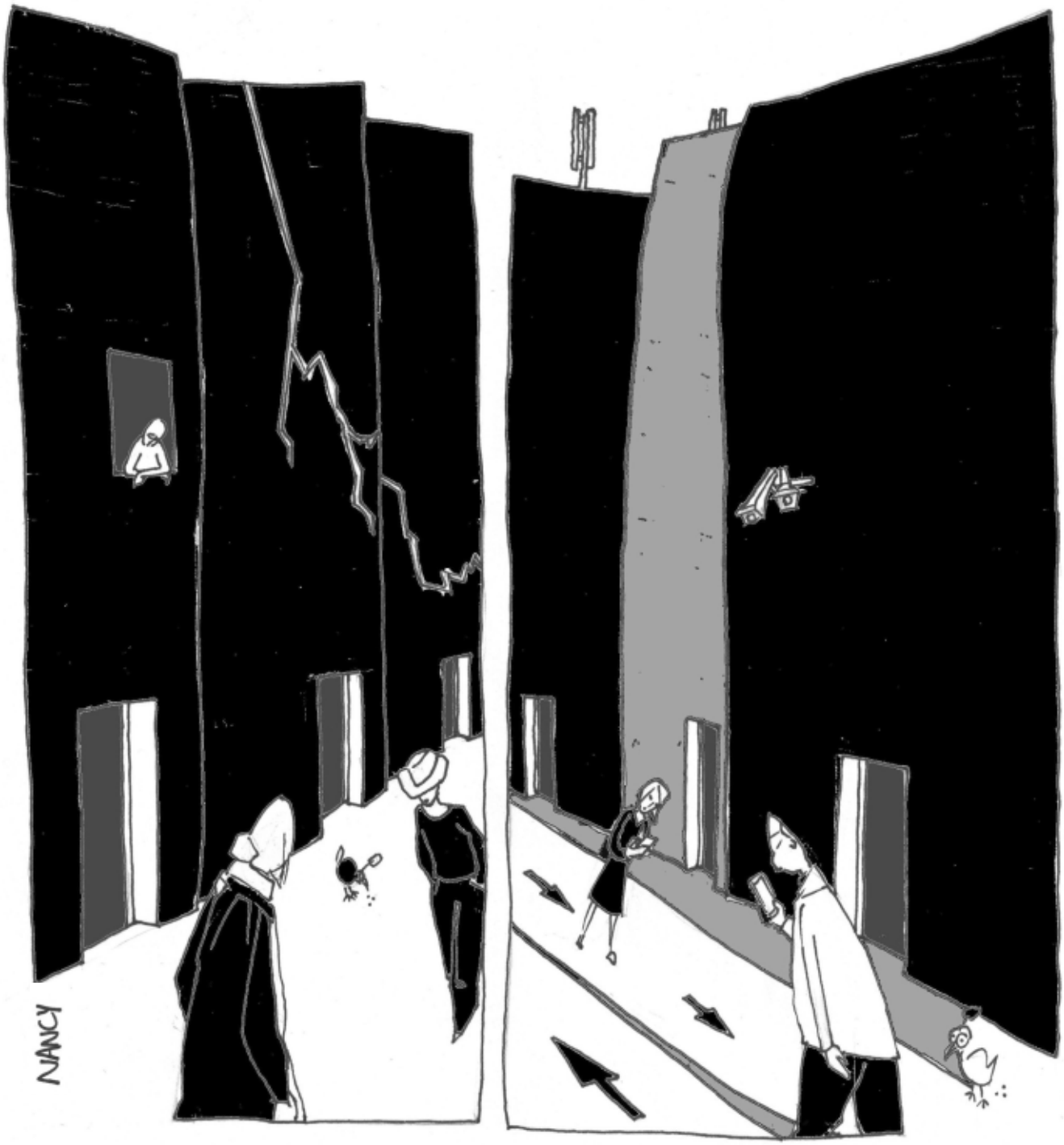
CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse libertaire n° 58 – novembre 2018

14e année

Prix libre



LA TECHNOLOGIE EST LA CONTINUATION DE LA GUERRE PAR TOUS LES MOYENS

En avant vers un avenir radieux

La Creuse va de l'avant

Parallèlement au Plan particulier pour la Creuse (PPC), impulsé par le micron, la région Nouvelle-Aquitaine se propose de faire de la Creuse un « laboratoire de l'innovation territoriale » !

Des experts ont pondu un rapport et formulent des propositions ; comme ils sont payés cher, ils emploient des mots compliqués. Exemple : « Il faut développer une université laboratoire de l'intelligence territoriale du développement » ?!? Comprennent-ils eux-mêmes ce qu'ils veulent dire ? Moi non, en tout cas.

Autre projet : « Lancer un cluster de ruralité », c'est-à-dire un machin basé sur ces fameux (dispendieux, inefficaces et autres attraits) PPP (partenariat public-privé), censé accompagner et reproduire des projets innovants qui nous sauveront des dangers de l'hyper-ruralité.

En fait, l'idée est de maintenir à peu de frais des services publics en mettant la main sur des lieux, souvent de type associatifs, où se développent des activités un peu alternatives et souvent conviviales. Un bon exemple de cette fourberie est l'ouverture d'un guichet de la Poste au Café de l'espace à Flayat.

La Poste, qui ferme à tour de bras ses petits bureaux, en milieu rural ou dans les banlieues, prétend chercher en même temps à « approfondir son maillage territorial » : schizophrénie ou foutage de gueule ? L'État se décharge ainsi des services publics, non plus sur les collectivités locales, mais directement sur le milieu associatif.

Mis ainsi sous perfusion d'emplois aidés et sous contrôle étatique, quelle liberté d'action reste-t-elle à un bar associatif, qu'il s'agisse de sa programmation ou du reste de ses activités ?

À la décharge de La Poste, il faut reconnaître qu'elle atteint un niveau d'incurie stupéfiant. Son recours à l'informatique pour « optimiser » les tournées des facteurs a des résultats encourageants : desserte du même hameau simultanément par deux facteurs différents, faire deux passages dans la même rue pour desservir d'abord le côté pair, puis le côté impair, et même, faire emprunter des sens interdits à ses véhicules !

La capitale de la Creuse, Guéret, va aussi de l'avant

15 millions d'euros pour un « centre aqua-récréatif » (autrefois, on disait une piscine) ou 1,5 million pour son nouveau « tiers lieu » !

Un tiers-lieu, vous savez, ces endroits où, avec un frisson de marginalité, on s'adonne à fond aux nouvelles technologies pour créer les nouveaux liens sociaux qui vont sauver la planète. Au vu d'un tel budget, signifiant une mainmise absolue de la collectivité sur le lieu en question, certains pourraient, avec mauvais esprit, mettre en cause le côté « tiers » de ce bricolage, pardon, de cette quincaille.

En plus, dans l'agglo du gros Guéret, les ordures ménagères vont être taxées au poids. Les poubelles vont donc être informatisées ! Eh oui, à une époque qui considère Bénabar comme un chanteur à texte, il n'est pas surprenant que les poubelles deviennent intelligentes.

La Creuse se sécurise

Bien qu'étant l'un des trois départements (avec le Cantal et la Lozère) les plus « sûrs » de France, certaines communes mal famées vivent dans la peur des racailles de tout poil et des attentats. Sur les conseils de la Gendarmerie, Sainte-Feyre a installé trois caméras sur les murs de l'école primaire. Le maire de Genouillac souhaite en installer quatre ou cinq : « On a piqué un tuyau d'arrosage de 7 mètres dans mon jardin ! Alors oui, c'est une bonne solution » a réagi une habitante. D'autres communes vivent la même parano : La Saunière (7 caméras), Dun-le-Palestel (5), et la Communautés de communes de Bourganeuf (3).

Sans même aborder la question du besoin de surveillance, il est bien connu que la vidéosurveillance est complètement inefficace. La Grande-Bretagne a investi des millions pour s'équiper du plus vaste système de surveillance d'Europe et seuls 3 % des délits sont résolus à l'aide des caméras ! Qu'est-ce qui amène la majorité de la population à accepter de plus en plus de violations de sa vie privée et de contrôle social, nous conduisant à petits pas vers le monde de 1984 de Georges Orwell ?

Un nouveau détournement situationniste ?

La Corrèze ne veut pas ralentir

Vous pensez, sûrement à juste titre, que je tiens là des propos réactionnaires et frileux. Il est vrai qu'un vieux fourneau comme moi est dépassé par l'évolution du monde qui l'entoure, par cette fameuse (fâcheuse ?) modernité dont on nous rebat les oreilles. Et, dans ce monde qui va de plus en plus vite, je me demande si c'est du lard ou du cochon quand le conseil départemental de la Corrèze placarde, avec un certain humour, l'avis suivant en dessous de ses panneaux de limitation de vitesse : « Le nouveau monde vous demande de ralentir ». Puis je me rends vite compte qu'il ne s'agit que d'un combat franchouillard contre la limitation à 80 km/h, comme s'il n'y avait rien de plus important à se mettre sous la dent.

PATRICK FAURE

il suffit parfois de mélanger les lettres différemment…

De la démocratie — L'art de la comédie

Monsieur Tout-le-monde — Tuer le mouton endormi

Anagrammes pour lire dans les pensées de R. Enthoven et J. Perry-Salkow

Puisqu'il est urgent d'accueillir

« Nous préférerons éternellement le désordre à l'injustice. »

Albert Camus

NOUS VIVONS dans un monde où l'urgence s'éternise. Depuis combien de temps maintenant est-il urgent de « changer de cap », « prendre conscience », voire « tendre la main » ? Pendant ce temps : la surchauffe. Tout se connecte à n'importe quoi et réciproquement, les grandes villes étendent leur désert, les avions long courrier sillonnent le ciel tandis que des enfants, des femmes, des hommes, quittent leur pays à pied pour rejoindre, à travers les dangers, nos paradis artificiels. Alors parmi leurs rêves, peu doivent prendre la forme d'une préfecture rurale ou d'un bourg de campagne. Et pourtant...

En septembre dernier, la préfecture de Guéret était sourde et close. Nous étions donc deux cents à occuper la mairie, réclamant justice pour Abdel. Une justice faite de simple bon sens. Il s'agissait de laisser une vie suivre son cours apaisé. Comme pour Nordeen en juillet. Comme pour tant d'autres qui ont commencé, déjà, à sortir la tête de l'eau. Une vie qui cherche ses appuis, son équilibre, sa part d'horizon. Une vie qui se remet en ordre.

Que la préfète de la Creuse mobilise des dizaines de CRS pour mettre fin à une situation aussi intolérable défie l'entendement. Que des habitants, voisins, amies, connaissances, se rassemblent, prennent le temps nécessaire, s'organisent, prennent la parole, prennent la rue si nécessaire, voilà qui défie le sentiment d'impuissance où nous cantonnent la crainte, l'indifférence ou le sens des « priorités ». Du point de vue de l'efficacité, soyons clairs : l'impuissance demeure. Deux jours de mobilisation, Abdel embarqué sous les gaz et, côté préfecture, un rendez-vous truqué. Que vient donc nourrir ces moments qui vaille la peine d'être raconté ?

D'abord une capacité à tenir ensemble. Il n'était pas écrit d'avance que l'occupation de la mairie, par des gens issus de cultures, de pratiques politiques différentes, se passerait sans encombre. Si le but poursuivi peut, après coup, sembler discutable (fallait-il ou non réclamer un rendez-vous dont nous connaissions déjà l'issue ?), le fait est que les décisions prises en assemblée l'ont été de manière claire, discutée, non hiérarchique et ainsi, réjouissante. Ceux qui voudraient nous faire passer pour de simples partisans du désordre en sont pour leurs frais. Chacun, chacune a pu casser la croûte, les locaux ont été fort civilement tenus, comme les négociations avec la mairie. Nous défendons seulement le désordre nécessaire, face à l'injustice. Le visage de l'ordre, gazeuse au poing, raideur administrative sous le calot républicain, fait triste mine en comparaison.

Surtout ces moments ont permis de faire un pas de plus vers un horizon nécessaire : ne pas laisser le pouvoir expulser en paix. Les exilés sont des personnes et non des paquets que l'on peut balader d'avions en frontières. Ces pratiques, devenues courantes, doivent trouver du répondant au-delà des inévitables recours administratifs.

Mais ce qui a été tenté pour un jeune homme expulsé de Faux-la-Montagne pourra-t-il l'être pour d'autres, en Creuse ou ailleurs ? Avec quelles forces ? Quelle capacité à renouveler nos initiatives ? Alors que nous attendions, dans une rue bordant la préfecture, la sortie de nos camarades, s'est improvisé pendant plusieurs heures une sorte de barrage filtrant. Aux personnes coincées quelques minutes au volant de leur voiture, nous expliquions en deux mots ce que nous faisions là, en ce beau mardi matin, plutôt qu'au jardin, au travail, à la pêche ou à quelque autre activité plus agréable. Dans l'ensemble, nous avons été confronté à fort peu d'hostilité. Du soutien plutôt. Bien sûr il y a loin, de ce soutien-là, à un engagement plus conséquent sur le terrain de l'entraide. Mais nous ne sommes pas non plus deux cents contre le reste de la population, comme le pouvoir tente de le donner à croire.

Une fois dépassée l'action caritative, une fois perçu qu'il est plus juste, et plus nourrissant, d'aider, d'accompagner des personnes avec qui l'on a fait connaissance, partagé des moments d'amitié, reste à savoir comment tenir dans la durée, dans l'éparpillement des batailles à mener, pour un pays plus vivable, dans le sentiment de l'urgence partout. Des personnes, des collectifs, poursuivent leurs actions au quotidien. De la Celle-Dunoise à Tarnac en passant par Guéret ou Felletin. Et ailleurs encore. Hébergement, cours de français, repas de soutien, aide à la paperasse, etc. Des actions qui impliquent parfois un rapport compliqué, toujours à retravailler, avec l'administration. D'autres qui s'inscrivent clairement en marge des institutions et qui le seront, sans doute, de plus en plus. Les chantiers ne manquent pas, suffisamment variés pour qu'à la longue, toutes sortes de personnes puissent y trouver leur place.

DAVID

« Les enfants pour la paix » ?

Une opération commerciale à la gloire de la guerre

Dans le cadre du centenaire de l'armistice de 1918, les élèves de CM2 sont invités à participer à un concours, « Les enfants pour la paix », patronné par le ministre de l'Éducation nationale et mis en œuvre principalement par la Mission du centenaire et l'éditeur Milan, avec le soutien officiel du ministère des Armées, de la fondation Varenne, de Plantu (évidemment…), d'autres encore.

Il s'agit de mener une enquête sur les monuments aux morts et de réaliser la création graphique d'un symbole de paix. Au vu des consignes données aux élèves, les deux travaux semblent contradictoires ou plutôt, comme c'est souvent le cas avec les commémorations scolaires, la paix sert ici, surtout, de prétexte à glorifier la guerre.

Milan, « éditeur engagé pour tous les enfants », si l'on en croit sa pub, fournit la logistique à travers son magazine *1jour1actu* avec un numéro spécial distribué dans les écoles à un million d'exemplaires (!). On ne sait pas qui paye mais l'opération confirme que la guerre est toujours une affaire de gros sous.

Pour allécher le client, l'éditeur pose la question : *Pourquoi est-ce important de se rappeler ce qu'il s'est passé pendant la guerre ?* – et apporte la réponse. Sa réponse : *Se souvenir de cette guerre, c'est se rappeler toutes les personnes qui ont souffert, qui sont mortes, mais aussi qui se sont battues pour garantir, aujourd'hui, notre liberté.* Autrement dit, si la guerre fait des morts, c'est toujours pour la bonne cause. C'est d'ailleurs la leçon que l'on fait réciter à des enfants d'une école parisienne qui expliquent que, certes, s'il y eut des morts (uniquement français, comme il apparaît), la guerre est aussi à l'origine de nombreuses inventions, a permis l'émancipation des femmes et même – le croirait-on ? – la création de l'Union européenne… [...] Pour ces écoliers de CM2, la guerre serait presque un bienfait pour l'humanité.

Le monument aux morts de la commune – sujet retenu pour le concours – fait également l'objet d'une attention sélective. Rassemblés autour du monument, les écoliers sont conduits à poser des questions dont la pertinence n'échappe à personne : *Quelle est la taille du monument ? Est-il fleuri ? Y a-t-il des gens enterrés au-dessous ? Est-il ceint par un enclos ? Etc.*

La question de savoir s'il était indispensable de faire autant de victimes ne sera pas posée. Par contre, les enfants retiendront que ces monuments illustrent *l'égalité entre les hommes qui sont partis faire leur devoir et ne sont pas revenus*, mais aussi *la mort glorieuse du soldat au combat.* Enfin, histoire d'emporter les dernières réticences, la rédactrice en chef de la revue, Marie Révillion, devant le tombeau du soldat inconnu, évoque, avec des accents à la Déroulède : *Cette flamme, qui brûle nuit et jour, rend hommage à tous ceux qui ont donné leur vie pour leur pays, pour qu'aujourd'hui, nous puissions vivre en paix.*

Comment faire d'un des plus dramatiques épisodes de l'histoire humaine la matière à un passe-temps insipide, comment noyer les interrogations fondamentales que tout enfant porte en soi (à condition de permettre leur émergence) dans un quizz insignifiant ?

Comment détourner le souvenir de millions de victimes en une fable militaro-patriotique, comment glorifier la guerre à travers la paix ? Le concours bien mal nommé *« Les enfants pour la paix »* réussit tout cela à la fois, concluant de façon intempestive quatre années de commémoration qui ont rapidement tourné au bourrage de crâne.

Très éloignée de toute préoccupation vraiment historique, la commémoration scolaire, sous la houlette de la Mission du centenaire, de l'Éducation nationale mais aussi du ministère des Armées, dans un premier temps marquée par l'ambition d'émouvoir les élèves, de leur faire ressentir le quotidien de la guerre, a rapidement dérivé vers d'autres préoccupations.

Dans le cadre de ce concours comme dans la plupart des activités scolaires autour de la guerre, la curiosité des élèves s'est trouvée étroitement contrôlée : avec, d'une part, une assimilation forcée à un groupe de combattants dont les élèves doivent nécessairement se sentir solidaires face à « l'ennemi » (la guerre étant alors plus ou moins réduite à un conflit franco-allemand).

Mais surtout, était-il inévitable qu'à l'école, un siècle après l'événement, le mythe, la grossière imposture des « *morts pour la France, morts pour la patrie, morts pour que nous vivions libres etc.* » occultent la question fondamentale du consentement des victimes, de l'absurdité de la guerre, et donc de la responsabilité de ses « auteurs criminels » déjà dénoncés en 1914 par Romain Rolland (*Au-dessus de la mêlée*) ? À 10 ans, on est sans doute assez grand pour comprendre que les 10 millions de soldats tués au cours de la guerre étaient d'abord des civils, des pères, des fils, des époux, des frères envoyés de force *[ou la fleur au fusil dans un élan très nationaliste, ndlr]* se faire tuer pour le profit de quelques chefs de guerre et d'industriels. Non seulement ces questions sont laissées à l'écart, mais la participation quasi obligatoire des écoliers aux cérémonies patriotiques aux côtés des « détrousseurs de cadavres et imposteurs » (Dalton Trumbo) aboutit, à l'opposé de toute connaissance historique, à un véritable décervelage.

Ce million d'exemplaires d'*1jour1actu* à la gloire de la guerre, il est toujours temps de ne pas le mettre sous les yeux des élèves.

B. Girard

In Questions de classe(s) septembre 2018 (site alternatif d'éducation, de lutte et de pédagogie)

Une prise de parole libre à Gentioux

Texte du collectif libertaire Creuse-Citron

En quinze ans, lors des cérémonies organisées par le CLAMMG devant ce monument, nous n'avons pu prendre la parole qu'une seule fois, et encore grâce à un subterfuge ! D'autres associations, collectifs ou individus, n'ont jamais pu le faire. Cela suffit à expliquer pourquoi nous avons proposé de nous rassembler, avec tous ceux qui sont dans le même état d'esprit, après les cérémonies officielles. Bref, nous pensons que notre parole n'a pas à être validée par une quelconque instance, ni notre présence encadrée par un service d'ordre.

Si nous tenons à ce rassemblement à Gentioux, c'est parce que nous sommes contre l'ordre établi, ordre militaro-policier au service d'un État toujours en guerre à l'extérieur et à l'intérieur du pays.

Les pantins qui nous gouvernent, quelles que soient leurs étiquettes et leurs emballages, ont toujours été au service des grands groupes capitalistes, particulièrement des fabricants d'armes et des bétonneurs. Quand les bombes françaises auront fini de détruire le Yémen, Bouygues et consorts auront de juteux marchés de reconstruction.

À l'intérieur du pays, en État d'urgence permanent, la chasse est continue contre ceux qui lèvent la tête et se rebellent , qu'ils soient syndicalistes, zadistes, accueillant des exilés, ou autres.

Mais aujourd'hui le cynisme des gouvernants a franchi un cap. Leur parole se libère sans contrainte : nous entrons dans une ère de tolérance zéro clairement assumée. Dans une ambiance d'individualisme exacerbé, il n'y a plus guère que la participation à la farce électorale qui soit tolérée et encouragée.

Pendant combien de siècles, femmes et hommes continueront-ils à voter pour choisir leurs seigneurs et maîtres ?

Être antimilitariste et penser qu'un État puisse avoir un rôle positif à jouer est schizophrénique.

Certains s'adressent à l'État pour exiger la réhabilitation des fusillés pour l'exemple. Nous pouvons le comprendre, eu égard à notre soutien indéfectible à tous les déserteurs et insoumis à la connerie militaire. Mais pourquoi vouloir gommer l'ignominie de l'État français ? Vouloir faire admettre ses torts à l'État, c'est admettre qu'il puisse se conduire différemment, c'est conforter son existence ! Rémi Fraisse, Jérôme Laronze et bien d'autres ont aussi été assassinés pour l'exemple. Exigera-t-on leur réhabilitation ?

On ne demande rien à l'État, on le combat.

Nous sommes, ici, devant un monument aux morts non officiel, jamais inauguré par les nervis de l'État français, car il ne se réfère ni à la patrie ni à la France. Et nous y venons pour réaffirmer notre antimilitarisme radical : à bas toutes les armées, toutes les machines de guerre, fussent-elles présentées comme « du peuple » ou « révolutionnaires ». La guerre n'est jamais une solution pour les peuples et ne peut servir qu'à asseoir le pouvoir des classes dominantes.

Pour nous, il ne saurait être question d'envisager l'utilisation de la coercition pour parvenir à une société sans domination. Cette cohérence entre la fin et les moyens est ce qui nous différencie radicalement d'autres tendances révolutionnaires.

Antimilitaristes nous sommes, mais zadistes aussi pour construire des alternatives concrètes qui abolissent les notions de hiérarchie, d'autorité, de représentativité et de soumissions à des lois que nous ne reconnaissons pas.

C'est, aujourd'hui, une bonne façon de mettre la crosse en l'air.

Ni Dieu, ni maître, ni État, ni patrie.

Maudits soient toutes celles et tous ceux qui préparent les guerres !

Texte du groupe de l'Union pacifiste du Limousin. 11 novembre 2018, Gentioux.

Cher orphelin de Gentioux

L'Union pacifiste, section française de l'Internationale des résistant/e/s à la guerre (IRG), est encore venue te saluer ce 11 novembre 2018.

L'IRG a été créée en 1921 pour faire sortir de prison tous les insoumis, tous les déserteurs, et réhabiliter les fusillés.

Elle fait le constat, près d'un siècle après, que le culte de la patrie, c'est reparti comme en 14… Jusque dans les campagnes creusoises, entends-tu brailler la Marseillaise, ce chant criminel, qui sert à faire couler le sang et à agiter aux fenêtres les serpillières tricolores.

M. François Hollande, ancien chef suprême des armées, a reconnu que, durant son mandat, plus de dix assassinats par an ont été commis par ses gens d'armes. [...]

Autre constat, le terrorisme se généralise chez les juges, policiers et militaires, qui aboient sans aucune retenue contre une « ultra gauche » ou des migrants. Avec l'état d'urgence prolongé, les citoyens sont devenus des suspects, à dénoncer, à humilier, à tabasser et à emprisonner.

Des centaines de milliards en euro sont dépensés par l'armée en pure perte, au nom de cette épidémie de folie sécuritaire.

Les pacifistes sont-ils les seuls à ne pas oublier que les armements ne servent qu'à tuer, à mutiler et à répandre la terreur ?

Au cours de la Première Guerre mondiale, plusieurs milliers de courageux déserteurs ont été abattus par les gendarmes, dans le dos et sans sommation.

Faut-il rappeler que, dès 1891, Rémy de Gourmont (dans le *Joujou patriotique*), puis Georges Darien (dans *La Belle France*) démontaient rationnellement le tabou imbécile de la patrie et l'horrible comportement des adeptes de la secte du sang impur ?

Saluons l'admirable travail de l'association La Courtine 1917 : nul n'ignore désormais que les 800 morts du contingent russe refusaient de se battre contre les troupes massées par le général Louis Comby (qui, lui, est mort dans son lit, en Corrèze à 80 balais !) : Une tache de honte de plus sur le drapeau français.

Qui, aujourd'hui, se révolte face à la condamnation pour l'exemple d'ouvriers syndicalistes, comme ceux de Goodyear ?

Qui, aujourd'hui, s'insurge contre les autoproclamés défenseurs de la loi, auteurs de violences volontaires entraînant la mort de jeunes Français, trop souvent arabes ou africains ?

Qui, aujourd'hui, demande de désarmer les policiers et les militaires, afin d'agir à la source de tous ces crimes impunis ?

Qui, aujourd'hui, exige la mise hors d'état de nuire des profiteurs de guerre, corrupteurs d'une majorité de médias et d'élus ?

Qui, aujourd'hui, résiste à ces guerres, que fabrique sans cesse l'Otan, Organisation terroriste de l'Atlantique Nord, pour gaspiller son énorme budget ?

Combien de temps supporterons-nous encore tous ces déploiements d'uniformes, toutes ces forces du désordre, tous ces parasites violeurs des libertés et des droits des citoyennes et des citoyens ?

Le conditionnement à « l'esprit de défense » dès l'école produit ces régiments de patriotes fanatisés, exactement de la même façon que le lavage de cervelle préparé par le service national universel ou par tous les prêcheurs de la guerre sainte, catholiques, juifs ou musulmans.

Or, les armées n'ont jamais constitué une protection, mais bien au contraire un danger pour les populations. Les civils limousins ont payé cher pour le savoir : notamment en 1905, en 1914-18, en 1939-45, durant les guerres coloniales, et de nos jours.

À l'évidence, le terrorisme ne sera jamais éradiqué par la répression, mais bien par le respect des droits de chaque être humain (dont le droit d'asile).

Abdiquer son appartenance à l'humanité par le port ostensible d'armes, c'est oublier que le droit à l'objection de conscience (en anglais *The right to refuse to kill*, le droit au refus de tuer) reste le fondement du respect de tous les droits des humains.

Comment encore tolérer au XXIe siècle ce culte barbare de la patrie, avec tous ces sanguinaires, en uniforme ou non, ces hors la loi qui se défoulent et bafouent sans vergogne le plus élémentaire des droits humains : le droit à la vie !

Au-delà du travail à court terme des lanceurs d'alertes, pompiers et urgentistes, les membres de l'Union pacifiste entendent exercer coûte que coûte leur liberté de conscience, afin de saboter l'engrenage de ces propagandes criminelles pour la violence, la militarisation et le terrorisme.

Quelle tristesse de constater que la religion de la patrie continue à accumuler les sacrifices humains ; pire, à les enseigner, détournant honteusement les enfants de leur besoin de fraternité, de leur soif d'humanité, de leur fringale de paix ; quelle tristesse de constater tous ces appels insensés aux armes, ces appels à former des bataillons, à verser le sang, prétendu impur ! Arrêtons les crimes commis au nom de la patrie !

Maudits soient toutes celles et tous ceux qui préparent les guerres !

Ce message est dédié à Roger Monclin (1903-1985), qui s'est trouvé, parmi d'autres révoltés, à l'origine des luttes pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple. Déserteur dès 1939 en Norvège, emprisonné en France pour insoumission de 1943 à 1944, il n'a jamais varié dans son rejet de toute militarisation.

La critique de la guerre et des militaires, peut fort bien se faire par la dérision. Voici quelques paroles de Boris Vian...

La guerre est truquée

LE DOUTE N'EST PLUS POSSIBLE ; le moment est venu de le dire au grand jour : la guerre est truquée.

Oui, on nous trompe ; oui, les guerres sont mal faites ; oui, il y a des survivants parmi les combattants.

La vérité est affreuse : toute noire avec du rose en plaques ; la voici : à chaque guerre, des milliers de combattants reviennent sains et saufs.

L'individu qui revient d'une guerre a, obligatoirement, plus ou moins l'idée qu'elle n'était pas dangereuse. Ceci concourt à l'échec de la suivante, et ne fait pas prendre au sérieux les guerres en général. Mais ce ne serait rien.

Le combattant qui ne s'est pas fait tuer garde en lui-même une mentalité de raté ; il aura à cœur de compenser cette déficience et contribuera donc à préparer la suivante ; comment voulez-vous qu'il la prépare bien, puisqu'il s'est tiré de la précédente et que par conséquent, du point de vue de la guerre, il est disqualifié ?

Le côté social est plus grave. Voici, à quoi l'on utilise notre argent ; voilà ce que l'on fait de nos impôts, de nos efforts. Voilà ce que l'on fait du travail de ces dizaines de milliers de braves ouvriers qui, du matin au soir, d'un bout de l'année à l'autre, s'épuisent à tourner des obus, à fabriquer, au péril de leur vie, des explosifs dangereux dans des établissements pleins de courants d'air.

À chaque guerre, le même phénomène navrant se reproduit : on engage, en masse, des amateurs.

La guerre, pourtant, ce n'est pas n'importe quoi ; c'est fait pour tuer les gens et ça s'apprend. Or, que se passe-t-il ? Chaque fois, dans les deux camps, au lieu de confier à des mains professionnelles l'infinité de tâches délicates qui concourent à la réussite des belles campagnes, on embauche des milliers de manœuvres non spécialisés et on les fait instruire par des guerriers professionnels âgés ou de grade inférieur, donc qui ont raté une guerre précédente. Comment veut-on que l'esprit des recrues acquière les qualités nécessaires à la réalisation parfaite d'une guerre idéale ?

Imaginons un peu une guerre réussie. Imaginons une guerre où toutes les munitions sont épuisées, tous les ouvriers à court de matières premières, tous les soldats et tous les chefs abattus – et ceci de part et d'autre, dans les deux camps. Imaginons ce combat dont pas un combattant ne réchapperait ! Voilà qui serait résoudre le conflit : un conflit sans combattants n'est plus un conflit, et il ne survit jamais à leur disparition.

Le plus tragique, c'est que des soldats de carrière réchappent de la guerre. Jadis, les officiers chargeaient à la tête de leurs troupes ; ils savaient bien, eux, que leur mort était essentielle à la bonne marche de la guerre. De nos jours, on semble mettre cette notion de base en doute ; on a vu des généraux modernes dépasser cinquante ans et commander leurs forces depuis des P.C. disposés à l'arrière, voire abrités.

Nous n'avons pas les guerres pour lesquelles nous payons. Qu'on me croie : le jour où personne ne reviendra d'une guerre, c'est qu'elle aura enfin été bien faite. Ce jour-là, on s'apercevra que toutes les tentatives avortées jusqu'ici ont été l'œuvre de farceurs. Ce jour-là, on s'apercevra qu'il suffit d'UNE guerre pour effacer les préjugés qui s'attachent encore à ce mode de destruction. Ce jour-là, il sera, à jamais, inutile de recommencer.

Et puis, que faire de ceux qui reviennent des guerres actuelles ?

En bonne logique, on devrait abattre tous ceux qui reviennent intacts et tolérer – pourvu qu'ils se taisent – ceux qui reviennent partiellement morts, mutilés ou blessés. On préférera, évidemment, ceux qui reviennent privés de l'usage de la parole, et l'on interdira absolument à tous, quels qu'ils soient, de se targuer du titre « ancien combattant ». Une seule dénomination convient à cette vermine : celle de « ratés de la guerre ».

BORIS VIAN

Extraits de *Lettre sur les truqueurs de la Guerre* (*Textes et chansons*).

Notes sur une réunion anti-éoliennes

(première partie)

Le 22 septembre s'est tenue à Guéret une conférence organisée par SOS Éole 23, collectif regroupant depuis l'hiver dernier les six plus importantes associations anti-éolienne du département*.
Devant un auditoire d'environ 150 personnes, M. Rémy Prud'homme, ingénieur du M.I.T. (Massachusetts institute of technology), a présenté une analyse du « business de l'éolien » fort instructive à la fois sur l'éolien et sur les contradictions et les faiblesses de l'opposition à ces machines.

On retiendra donc d'abord un exposé détaillé des impossibilités techniques et des arrières-plans économiques des énergies dites renouvelables.

Le conférencier a rappelé les limites insurmontables de ces techniques, qui les empêchent de pouvoir jouer un rôle autre que périphérique dans la production d'électricité : l'intermittence et l'imprévisibilité de la production (le vent souffle quand il veut, pas quand « on » a besoin d'électricité) ; des possibilités de stocker l'électricité à grande échelle réduites et déjà saturées.

Le conférencier a également développé une analyse des coûts réels de l'éolien. Il a exposé les nombreux coûts indirects de ces techniques, supportés par l'État, et qui sont généralement ignorés : coût des infrastructures de transformation, transport, et gestion de l'électricité produite par les éoliennes, coût des centrales thermiques qui doivent être mise en service pour pallier à l'intermittence de la production.

Le conférencier, enfin, a mis en lumière les enjeux économiques colossaux, à l'échelle mondiale, des « énergies renouvelables ». Il a rappelé que ce secteur hautement spéculatif occupe aujourd'hui une place centrale, de par son poids, dans la finance mondiale, comparable par son chiffre d'affaires à l'industrie de l'armement. Il a développé ce parallèle entre le « complexe militaro-industriel » et le secteur du renouvelable en rappelant l'importance de la collusion public-privé (via notamment le lobbying) pour ces secteurs entièrement sous perfusion de l'État.

À côté de ces instructifs rappels, il faut maintenant évoquer d'autres aspects de cette réunion, dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils sont révélateurs de graves problèmes de l'opposition – qui expliquent en partie, à mon avis, sa difficulté à remporter des victoires face aux industriels.

∞∞∞

La première chose à relever, c'est qu'à aucun moment n'a été posée la question des moyens à mettre en œuvre, pour tenter d'empêcher le saccage de notre région par l'éolien. Aucune stratégie n'a été discutée durant ce large rassemblement, première manifestation publique de « SOS Éole 23 ».

À aucun moment, si on excepte une brève intervention de la salle, il n'a été question des manières de s'organiser pour diffuser la critique auprès de la population, ou des possibilités d'intervention dans l'espace public pour manifester l'existence de cette opposition.

L'idée de créer une feuille périodique commune – proposition de la réunion constitutive du collectif en février – n'a par exemple pas été abordée ; pas plus que la pertinence d'une campagne coordonnée d'affichage ou de tractage, de stands sur les marchés et les lieux publics, d'une manifestation, etc.

De telles initiatives demanderaient bien sûr beaucoup de temps et d'énergie – donc beaucoup de monde impliqué – et les animateurs des six associations organisatrices consacrent déjà beaucoup de temps à cette lutte : l'organisation de cette conférence est déjà en soi, bien sûr, une bonne chose. Cependant il est significatif du fonctionnement de cette opposition que rien ne soit proposé ou recherché au-delà.

Toutes ces associations fonctionnent avec un bureau de quelques animateurs, qui sont les seules personnes vraiment actives, et puis des adhérents, qui peuvent être nombreux, mais dont le seul rôle attendu est d'apporter leur cotisation et, par leur nombre, de donner aux associations une légitimité et un gage de représentativité auprès des autorités.

L'essentiel de la stratégie de ces associations est d'espérer pouvoir peser sur les décisions des pouvoirs publics par le biais d'une pratique de lobbying à l'échelon départemental ou régional.

Je ne veux pas réduire tout le travail des associations à cette seule perspective : il y a aussi bien sûr une information au niveau local tout à fait estimable, et déjà quelques batailles juridiques. L'association Vents d'État, par exemple, a été attaquée par le maire de St-Hilaire-la-Plaine pour diffamation, suite à un tract critiquant son soutien aux projets éoliens dans cette commune : le maire a été débouté, mais a fait appel.

Mais il est un fait que leur façon de fonctionner et leurs perspectives d'opposition principales sont celles que je viens d'évoquer : des adhérents essentiellement passifs qui « font du nombre », et l'espoir d'infléchir la politique publique dans le bon sens par la magie de quelques bons conseils.

Ces choix étaient explicitement affirmés lors de la réunion constitutive de février (la désignation d'un bureau avait alors été la première et en fait la seule décision discutée).

Leur première conséquence, c'est que les forces et les initiatives manquent pour mener à bien un véritable travail de terrain – alors que les associations toutes ensembles comptent des centaines d'adhérents.

La passivité et un rapport de pur consommateur / spectateur avec la réalité (et avec les questions sociales en parti-

culier) sont assurément aujourd'hui les choses les mieux partagées au monde. Les associations n'en sont évidemment pas les seules responsables. Mais leur mode de fonctionnement n'aide guère à dépasser un tant soit peu cet état de fait.

∞∞∞

L'autre versant de ces choix « stratégiques » – pour mieux dire, de ces choix par défaut, car il s'agit simplement de suivre le courant de l'époque – est tout aussi problématique.

L'espoir de faire changer d'avis les pouvoirs publics par cet espèce de lobbying bricolé est évidemment voué à l'échec. Comme l'a rappelé le conférencier, les industriels aussi font du lobbying, avec infiniment plus de moyens et d'efficacité.

L'État français – toutes tendances politiques confondues – est aujourd'hui fondamentalement pro-renouvelable, comme il était, et est toujours, fondamentalement pro-nucléaire. Ce n'est pas une opinion mal informée qui pourrait changer avec de bons arguments, mais c'est la réalité du système.

Les personnels étatiques soutiennent fondamentalement le développement de l'éolien pour diverses raisons : pour des raisons électorales et idéologiques – pour donner l'illusion qu'ils font quelque chose devant la catastrophe écologique en cours –, parce qu'ils sont achetés, parce que par définition ils soutiennent toutes les occasions de développement industriel et de croissance économique.

Ils le soutiennent parce que c'est fondamentalement dans leur intérêt, et leur intérêt est fondamentalement opposé à notre intérêt : nous voulons continuer à vivre dans une région qui n'est pas bousillée par ces machines. La seule façon pour nous de défendre notre intérêt, c'est de nous opposer à eux et à leur politique en ce domaine. C'est de nous efforcer de constituer un rapport de force ; ce qui implique que la part la plus large possible de la population de notre région soit activement concernée, et se manifeste contre ces projets.

On me dira que c'est complètement irréaliste. Je répondrai qu'aussi difficile que cela soit, c'est quand même plus réaliste que de croire que quelques obscurs habitants des « territoires », quelques bouseux, comme ils nous appellent, pourraient constituer un lobby écouté en haut lieu.

Certains placent leurs espoirs dans le préfet, qui semble plus accessible que les gens de Paris ; serait-ce vrai que cela ne serait bien sûr d'aucun secours : un préfet est là pour appliquer une politique, sa marge de manœuvre sur les orientations générales dans le département est inexistante.

Aussi difficile et aussi éloigné que cela soit de l'esprit du temps, de l'opinion commune actuelle, la constitution d'un rapport de force a toujours été, et est encore aujourd'hui, le seul moyen dont dispose les gens ordinaires (l'immense majorité de la population) pour se défendre des intentions malheureuses de ceux qui ont le pouvoir ; pour réussir parfois à remporter au moins des victoires partielles. Par exemple qu'il y ait le moins possible d'éoliennes en Creuse.

À côté de la question de son fonctionnement et de ses choix stratégiques, il existe un autre problème récurrent pour l'opposition aux éoliennes industrielles, qui est apparu de manière flagrante lors de la réunion de Guéret. C'est la question de la position à adopter face à l'industrie nucléaire.

À suivre...

CÉDRIC

* *ADP Guérétois (St-Fiel), AQVA (Anzème), MDTVD (Thauron), Pionnat Vents Libres (Pionnat), Vents d'État (St-Hilaire-la-Plaine / Ahun et Vie Vents en Creuse (Glénic).*

Rendez-vous

Le collectif Alerte éolienne 23 demande à toute personne au courant de projets éoliens dans le département, non encore renseignés dans la liste préfectorale officielle, parce qu'ils sont trop récents, de bien vouloir contacter le collectif pour nous en informer.

Le but est de faire le relevé le plus précis possible de la menace (voir *Creuse-Citron* n° 56, ou la page Internet du collectif sur le site de StopMines23).

Contact :
Alerte-éoliennes-23, BP2, 23000 Ste-Feyre
alerte.eoliennes.23@laposte.net

Mines de partout, état des lieux

EN MÉTROPOLE, LA FRONDE des collectifs anti-mines a fait reculer les sociétés minières.
Sur les onze permis exclusifs de recherches (PER) de mines accordés par l'État français aux multinationales (métaux de base, or, argent, cuivre, tungstène et substances connexes), plus de la moitié sont au point mort. Pour autant rien n'est acquis définitivement.

L'australienne Variscan Mines, détentrice de la majorité des permis a mis en pause ses trois permis bretons qui couvrent 1264 km² : Loc-Envel (Côtes- d'Armor), Silfiac (Côtes-d'Armor, Morbihan) et Merléac (Côtes-d'Armor) et ses deux permis des Pays-de-Loire : Beaulieu (Loire-Atlantique) et Saint-Pierre (Maine-et-Loire).

Dans le même temps, Variscan a transféré tous ses permis à une autre société australienne, « Apollo Minerals » (junior qui a investi dans une mine de charbon en Pologne et dans un projet très contesté de mines d'uranium en Espagne).

Le ministère de l'Économie lui a demandé de « renoncer » à ces cinq PER. Certes la demande de renonciation du ministère de l'Industrie n'est que symbolique et seule une « abrogation » pourrait mettre fin à ces permis miniers, mais c'est un premier fléchissement dans la volonté de relancer l'activité minière.

Enfin, dans la Sarthe, Variscan a déposé, trop tard, une demande de renouvellement pour le permis de Tennie, qui lui échappe donc : le permis est considéré « forclos ».

La demande de renouvellement du permis de Villeranges dans la Creuse, par la canadienne Cominor-La Mancha, n'a pas reçu de réponse favorable et se trouve pour l'instant suspendue...

Au Pays basque, deux mille personnes ont manifesté leur opposition au permis de Kambo, à Bayonne, l'automne dernier : « Le Pays basque ne veut pas de mines d'or ». Cette prise de position unanime a conduit l'État à refuser la demande de permis de la société Sudmines.

En Haute-Vienne, la société Cordier Mines et sa maison mère Montezuma Mining (Australie) entend bien explorer les 261 km² de son permis de recherches sur le secteur des anciennes mines d'or de Saint-Yrieix-La-Perche.

Trois cents personnes ont rappelé leur opposition à ce projet le 6 octobre dernier, en donnant un concert de casseroles dans les rues de St-Yrieix, et en réclamant l'annulation du permis.

En Ariège, la Société Apollo Minérals se replie sur le permis de Couflens-Salau (tungstène) qu'elle nomme prioritaire et elle compte acquérir un permis pour l'or sur le versant catalan de la montagne qu'elle veut dynamiter...

En Guyane, la situation est encore plus préoccupante, une trentaine de concessions et dix-huit permis de recherches sont déjà accordés. Le méga-projet « Montagne d'or » vise à exploiter l'or au cœur de la foret équatoriale : le site est situé en tête de bassin versant de la rivière Mana, au milieu de la Réserve biologique intégrale de Lucifer Dékou-Dékou.

Il est un point important que l'État français a mis du temps à comprendre : l'opposition aux mines n'est pas qu'un simple refus : ce « non aux mines » s'accompagne d'un argumentaire motivé, c'est un point de vue éclairé sur la société et une prise de position contre un mode de vie toujours plus consumériste.

Les mines de métaux constituent le socle d'une société industrielle et ultra-libérale que les collectifs rejettent en bloc.

Les matières premières issues des mines sont utilisées pour fabriquer des objets high-tech rapidement obsolètes ou des armes de guerre, le taux de réemploi de certains métaux ne dépasse pas 2% (en partie à cause de la complexité des alliages mis en œuvre) et 60 % des objets échappent à toute filière de recyclage ! L'or, quant à lui, finit son voyage dans les bijouteries ou dans les coffres des banques. *In fine*, tous les métaux font l'objet d'une spéculation insupportable au regard des impacts environnementaux et sociaux inhérents à leur extraction.

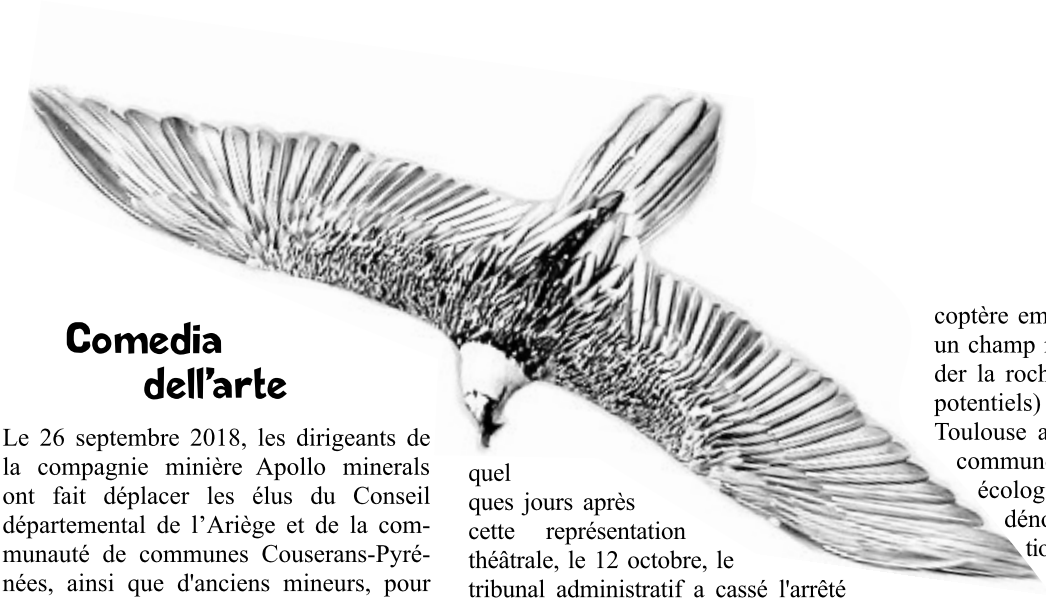
En Bretagne et dans les Pays-de-Loire, là où la mobilisation est forte, l'État et les multinationales semblent reculer. En Creuse, en Haute-Vienne et en Ariège, où la densité de population est faible, en Guyane, où les inégalités entre les plus pauvres et les plus riches ne cessent de s'accentuer, et malgré une opposition déterminée, le risque d'exploitation reste important.

D'où la nécessité de tisser des liens de solidarité active entre les collectifs anti-mines. Cet été, les festivals, qui ont eu lieu en Bretagne et en Ariège, ont témoigné de ce besoin d'échanger et de partager nos luttes

La Nouvelle Calédonie déterminée

À l'heure du référendum sur l'indépendance, n'oublions pas que la Nouvelle Calédonie paye un lourd tribu aux colons : l'extraction du nickel de son sous-sol par des sociétés minières françaises comme Eramet occupe 18 % de sa surface (32 concessions minières) ! Un cinquième du territoire du peuple calédonien !

Cet été, les Kanaks vivant au bord de la mine de Kouaoua ont mené une lutte acharnée (sabotage, incendies…) contre la société Le Nickel, responsable d'une déforestation grandissante et de la pollution des cours d'eau, ce qui a conduit à l'arrêt de la production de cette mine (pour l'instant...). Ils s'opposent à l'extraction du nickel, ils dénoncent les accords passés entre l'État et les chefs coutumiers, corrompus, attirés par l'argent des miniers. Ils dénoncent le sacrifice de leurs terres, de leur environnement, et la vision à court-terme de ceux qui prennent les décisions sur l'île.



Comedia dell'arte

Le 26 septembre 2018, les dirigeants de la compagnie minière Apollo minerals ont fait déplacer les élus du Conseil départemental de l'Ariège et de la communauté de communes Couserans-Pyrénées, ainsi que d'anciens mineurs, pour un simulacre d'inauguration à la mine de Salau. Cette mise en scène était censée marquer le début de travaux, trente deux ans après la fermeture de la mine de tungstène.

L'abbé Sentenac était là pour apporter sa bénédiction à cette opération de communication : bénir les mineurs avant de les envoyer au trou, quelle générosité cet abbé !

Pas de chance pour Apollo minerals, quelques jours après cette représentation théâtrale, le 12 octobre, le tribunal administratif a cassé l'arrêté préfectoral autorisant les premiers travaux de mise en sécurité, considérant qu'ils peuvent mettre en danger les travailleurs (présence d'amiante dans la roche).

Le 20 octobre, autre jugement du tribunal administratif qui est venu casser l'arrêté préfectoral autorisant Apollo minerals à survoler la zone en hélicoptère afin d'y effectuer des relevés géophysiques (l'hélicoptère embarque un appareil qui envoie un champ magnétique puissant pour sonder la roche et en déduire les gisements potentiels) : le tribunal administratif de Toulouse avait été saisi en référé par la commune de Couflens et le Comité écologique ariégeois (CEA) qui dénonçaient : « l'absence d'évaluation préalable des incidences des survols par hélicoptère sur la zone concernée, classée zone de protection spéciale Natura 2000 en raison de la présence de plusieurs espèces d'oiseaux protégées, et notamment du gypaète barbu. »

Double revers pour la multinationale qui se voit, pour le moment, interdite d'ouvrir la mine et de survoler la montagne.

Mine de Salau – Festival Stop mines – Coordination des luttes

Communiqué de presse – Dimanche 26 août 2018

L'association « Stop Mines Salau », qui lutte contre le permis de recherche minière transfrontalier entre Salau (Ariège) et Aurenere (Catalogne) a organisé les 25 et 26 août 2018 le festival « Stop Mines – Coordination des luttes ».

Celui-ci avait plusieurs objectifs :

• la rencontre de différents collectifs opposés aux projets miniers en métropole (Bretagne, Creuse, Occitanie,etc.), en Guyane (projet de la « Montagne d'or ») ainsi qu'en Catalogne ;

• une réflexion collective sur les enjeux miniers (impacts sanitaires, environnementaux, sociaux).

Ces journées de convivialité et de partage furent une réussite. La qualité des intervenants (spécialistes et chercheurs internationaux) a satisfait un large public, en quête d'informations autres que celles diffusées par les sociétés minières. Les mobilisations citoyennes ont déjà affaibli la relance minière. Celle-ci se focalise désormais sur l'Ariège-Catalogne et la Guyane, deux territoires en lutte devenus une priorité pour l'ensemble des collectifs. Le festival a renforcé la coordination entre les opposants aux projets miniers, qui ont défini des stratégies communes.

Et longtemps après leur fermeture, les mines nuisent encore et toujours !

Suite aux inondations d'octobre dernier dans l'Aude, des déchets miniers provenant de l'ancienne mine d'or de Salsigne ont été charriés par l'Orbiel (affluent de l'Aude), jusqu'à la commune de Conques-sur-Orbiel.

L'intégralité du mobilier de l'école communale devra être remplacé car il est contaminé aux métaux lourds.

Les sites de stockage de Salsigne, malgré les multiples travaux de « mise en sécurité » sont incapables de retenir les déchets et restent un danger en cas d'événements climatiques extrêmes.

La décision d'augmenter la quantité de cyanure autorisée à être rejetée dans nos cours d'eau est passée inaperçue, avec l'aide de la technocratie, véritable rouleau compresseur à la logique glaciale pour écraser les normes environnementales ! Les normes des rejets en cyanures applicables aux complexes miniers (installations classées), portaient initialement sur les cyanures totaux. Mais depuis un arrêté du 24 Août 2017, la valeur limite d'émission fixée prend en compte uniquement les cyanures libres (qui ne sont qu'une petite partie des cyanures totaux). Ainsi, les multinationales ont obtenu le « droit » de rejeter davantage de cyanure dans l'environnement ! Environ cinq fois plus ! C'est une des raisons qui a motivé « Or de question » et d'autres collectifs à relancer la lutte pour l'interdiction du cyanure.

Communiqué de presse collectif - 31 août 2018

Le cyanure tue !

Un moratoire sur l'utilisation du cyanure

Les effets dévastateurs sur la santé et l'environnement

Le cyanure de sodium, utilisé principalement par l'industrie extractive aurifère, est un composé chimique extrêmement toxique. À tous ses stades de manipulation : transport, stockage, utilisation puis confinement, le cyanure menace sérieusement notre existence. Ses effets sur l'environnement, la santé humaine et la biodiversité, sont catastrophiques et irréversibles.

En cas d'accident, au contact de l'eau, le cyanure de sodium produit de l'acide cyanhydrique, un gaz très inflammable qui provoque la mort par asphyxie, comme cela s'est produit en Chine (août 2015) où l'explosion de 700 tonnes de cyanure a causé le décès de 114 personnes et fait plus de 700 blessés.

Déversé dans l'environnement, le cyanure provoque immédiatement l'asphyxie de tout organisme vivant et un violent déséquilibre des écosystèmes.

La rupture de digues de Mariana (Brésil, 2015), considérée comme le « Fukushima brésilien » a ravagé le fleuve Rio Doce sur 600 km, détruisant du même coup la vie et l'économie locale, avant de contaminer sa façade maritime.

Plus de 30 accidents majeurs associés à des déversements de cyanure se sont ainsi produits, de par le monde, ces vingt cinq dernières années. Les climatologues annonçant une amplification des épisodes pluvieux extrêmes, plus intenses et plus fréquents, une augmentation de telles catastrophes est à prévoir.

Mépris de l'État français et de la Commission européenne

Malgré ce constat, l'État a répondu favorablement en 2017 aux demandes du lobby minier d'augmenter les normes de rejets cyanurés en sortie d'usine.

Pourtant, interdire l'utilisation des technologies à base de cyanure dans l'industrie minière est aussi une demande répétée du Parlement européen, via deux résolutions prises en mai 2010 et, tout récemment en avril 2017, votée à la quasi-unanimité (566 voix pour l'interdiction, 8 contre).

Néanmoins, la Commission européenne a rejeté cette résolution, prétextant d'abord que cette mesure « ferait peser une charge disproportionnée sur l'industrie européenne » mais aussi « qu'aucune autre technologie plus satisfaisante n'est actuellement disponible à l'échelle commerciale ».

Cependant, un État membre peut choisir d'adopter cette résolution, au niveau national. Trois pays d'Europe, République tchèque (2000), Allemagne (2002), Hongrie (2009) ont d'ores et déjà pris cette décision ! Pourquoi pas nous ?

Un moratoire immédiat

Les effets transfrontaliers des accidents dûs au cyanure, notamment au regard de la pollution de grands bassins hydrographiques et de nappes souterraines, illustrent la nécessité d'une approche nationale mais également européenne face à la menace sérieuse de l'utilisation du cyanure.

Le collectif « Or de Question » et ses partenaires européens réclament, solennellement, à leurs gouvernements respectifs, un moratoire immédiat du cyanure dans l'industrie minière.

Notre-Dame-des-Landes

Retour sur quelques enjeux de la lutte

Quoi qu'en disent les partis politiques, pour l'État, l'abandon du projet d'aéroport était devenu une nécessité afin de ne pas laisser s'enraciner un rapport de force qui, dans le temps, peut dépasser le simple refus d'un aéroport et risque d'aboutir à un rejet plus radical de ce que les opposants ont eux-mêmes nommé *son monde*. Il doit céder sur la revendication de premier plan et faire entrer les initiatives conduites depuis plusieurs années par les opposants dans ses cases.

Dès janvier, le gouvernement réclame le départ des « occupants illégaux » et le déblayage des routes. De nombreux conflits internes ont alors lieu au sujet de la stratégie à adopter ; ce que, vraisemblablement, l'État espérait. La description, relayée de toutes parts, d'une opposition entre deux camps, l'un considérant qu'il ne faut en aucun cas négocier, et l'autre souhaitant négocier une convention d'occupation collective et libérer la « route des chicanes » relève d'un parti pris. Bien que certaines personnes ne souhaitent pas négocier, la situation est, en réalité, plus complexe. Pour beaucoup, les « fractures internes » portent sur *quoi* et *comment* négocier. Une lettre ouverte expédiée du Mexique le 25 janvier me paraît assez bien décrire les interrogations d'alors. « *Cette hâte à nettoyer la route,* [...] *s'apparente, en termes tactiques, à déposer les armes avant qu'aucune garantie de paix n'ait été donnée par l'ennemi : erreur fatale comme l'attestent mille exemples historiques.* […] *Cela sent le marchandage occulte, les arrangements de sous la table. Qui réellement négocia avec qui ? Qui s'engagea à quoi ? Et surtout : Qui lâcha qui dans cette affaire ? Qui a (ont) intérêt à « calmer le jeu » en perspective d'une « négociation » sur l'avenir de la ZAD*[1] *?* » Certains groupes, rompus aux jeux de la politique et de la propagande, comme celui des appelistes[2], sont très influents sur la ZAD, et notamment dans les assemblées. On en a beaucoup discuté sur place et dans nombre de comités de soutien. Certains zadistes n'ont pas hésité à employer la violence envers d'autres qui n'étaient pas du même avis qu'eux. Une action de milice a eu lieu le 20 mars envers une personne qui, opposée à la réouverture de la route des chicanes, continuait d'y creuser des tranchées. « *5 personnes cagoulées, armées de battes de baseball et de gazeuses ont fait une incursion dans un squat sur la ZAD. Ils ont tabassé tous ceux qui étaient sur place pour embarquer une personne, mains et jambes ligotées, scotch sur les yeux et la bouche. Ils l'ont mit dans un coffre de voiture et sont repartis aussitôt. Plus loin ils l'on encore tabassé lui cassant une jambe et un bras, pour finalement l'abandonner à coté d'un hôpital psychiatrique*[3]. »

500 ha sont aujourd'hui convoités par des agriculteurs voisins qui avaient vendu leurs terres et touché des indemnités considérables pour la construction de l'aéroport. Le conseil départemental souhaite une revanche en récupérant 895 ha dont il était propriétaire jusqu'en 2012. Face à l'ultimatum du gouvernement, qui réclame des projets agricoles individuels, l'idée de déposer en préfecture un ensemble de fiches nominatives, entremêlant une cinquantaine de projets interdépendants, est née. Mi-mai, une partie des terres occupées par le mouvement (170 ha pour 15 projets) a été, par ce biais, couverte par des conventions d'occupation précaire. Mais ces COP confinent l'usage des parcelles couvertes à une vocation *strictement agricole* et contiennent certaines clauses très contraignantes. Elles obligent les signataires à se mettre en conformité administrative et à prouver la viabilité économique de leurs projets avant le 31 décembre. Un bureau d'auto-défense administrative est alors constitué. Une de ses tâches est de décortiquer les articles des COP pour chercher des faiblesses exploitables en vue de négocier des modifications. La seconde vague d'expulsion a détruit une partie des lieux qui n'ont pas suivi cette démarche. Le 22 mai, Maxime Peugeot aura la main droite arrachée par la déflagration d'une grenade lors du déblayage des décombres de La Chataigne par les gendarmes.

Un fond de dotations, « les terres en commun » a été constitué pour permettre d'acquérir une partie des terres, des bois et des habitats au fur et à mesure de leur possible mise en vente. Parallèlement, l'association pour un avenir commun dans le bocage (AACB), présentée comme une « interlocutrice des différentes instances du pouvoir[4] », a été constituée fin-mars. Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de la communauté de communes d'Erdre et Gesvres, déterminant pour la question de l'habitat et des espaces communaux, doit être « discuté » cet automne. Un texte d'une cinquantaine de pages a été élaboré à cet effet par l'association[5]. Enfin, le collectif Abracadabois compte poursuivre la gestion des 200 ha boisés, en rachetant les bois mis en vente par le biais du fond de dotation, et pour les bois qui redeviendraient propriété du département et dont la gestion devrait donc revenir à l'ONF, en proposant la constitution d'un « bail forestier » expérimental qui permettrait de rester partie prenante dans la gestion des forêts. Le 12 octobre, à l'issu de la dernière réunion du COPIL (qui réunit des élus, des représentants de la Chambre d'agriculture et des syndicats agricoles), l'État a décidé que les COP seraient renouvelées en décembre, et éventuellement transformées en baux, « dès que les porteurs de projet seront prêts à s'installer officiellement ». Mais tous les projets retenus sont déjà inscrits au Centre de formalité des entreprises ainsi qu'à la MSA. Le pouvoir joue la montre, et pour cause. Les COP seront annulées automatiquement en cas de changement de propriétaire. Ce qui est en passe d'advenir puisque le département redeviendra propriétaire d'une bonne partie de ces terres au premier trimestre 2019.

Les garanties d'une répartition équitable des terres sont bien maigres, voire inexistantes. La possibilité pour les occupants restant (difficile d'en estimer le nombre) de continuer à habiter le bocage semble se réduire de jour en jour et les épisodes violents qui jalonnent le processus de négociation sont, sans cesse, à redouter. Bien sûr, pour ceux qui restent sur place, comme pour nombre de soutiens, pas question de laisser tomber. Rendez-vous jeudi 15 novembre prochain, à 10H, devant la DDTM de Nantes afin d'exiger des baux pour les projets, la transparence du diagnostic foncier et une plateforme de répartition équitable des terres.

La ZAD, ses cantines, ses constructions communes et sa volonté de préserver collectivement le bocage sont trop précieuses pour être abandonnées. Quelque critique que puisse être la situation, il faut tenter d'en tirer les leçons. Quels moyens peuvent-ils être employés, à quelles fins ? Et qu'est ce qui, selon nous, est fondamentalement inacceptable dans ce monde-ci ?

Alain D.

1. Cf « " Déchicanisation " : comme un malaise », zad.nadir.org.
2. Ainsi dénommé depuis la publication au début des années 2000 d'un texte anonyme, intitulé « L'Appel ». Les textes du « comité invisible » aux éditions La Fabrique donnent un exemple de ce qui peut être produit par ce groupe.
3. « Prise de position de la légal team sur les actions de milice », 2 avril 2018, zad.nadir.org.
4. « Tiens voilà le PLUi ! », 11 octobre 2018, zad.nadir.org.
5. *Idem*.

LE PARTAGE

L'Ordre contre l'Harmonie

Chassé du Paradis par sa « nature » mauvaise, l'Homme devrait se soumettre aux puissants ? Notre Société ordonnée serait l'aboutissement du Progrès en marche depuis des milliers d'années ? Et si l'Harmonie qui ressurgit dans des brèches de l'Histoire faisait écho à ce qui a existé dans des groupes humains durant des milliers d'années ?

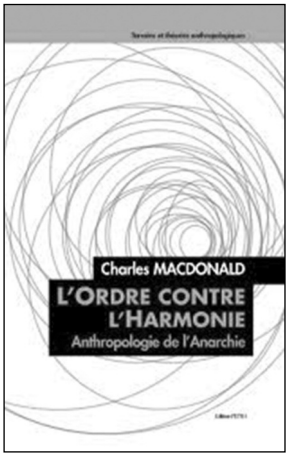
On n'arrête pas le Progrès ?

Conscients que le passé peut servir à justifier le présent, les pouvoirs qui dominent s'efforcent d'en imposer leur interprétation. Ainsi, nous devrions communier avec eux, nous agenouiller devant la « modernité », nous frayant un chemin de croix depuis les temps barbares vers la perfection de notre « civilisation », adossée aux États-nations. L'évolution de l'humanité vers la lumière capitaliste serait sans retour : de la nature vers la culture, de sociétés primitives et simples vers des sociétés évoluées et complexes, du noir de l'anarchie et du chaos vers le blanc de la pureté et du sacré.

Cette téléologie mystique, marche inéluctable vers le « Progrès », est partagée par les marxistes dont le matérialisme historique déroule une vaste fresque depuis les tribus sauvages jusqu'au paradis de la « dictature du prolétariat », atteint grâce au Dieu-Parti guide éclairé de la classe ouvrière. En réalité les prophètes, Lénine et Trotski, ont conduit le peuple russe vers un capitalisme d'État, confirmé par le choix de la NEP (Nouvelle politique économique) adoptée le 21 mars 1921, trois jours après que l'Armée rouge de l'État bolchevique a massacré les révoltés ouvriers et marins de Kronstadt, coupables de vouloir une société égalitaire et libertaire.

Ce fatalisme historique a été critiqué depuis longtemps : les humains peuvent agir collectivement sur leur évolution. Le géographe anarchiste Élisée Reclus opposait à ces visions linéaires le fait que les sociétés peuvent connaître des « progrès », mais aussi des « régrès ».

Aujourd'hui, de plus en plus d'anthropologues et d'ethnologues contestent ces schémas simplistes et montrent que la « nature humaine » est complexe et oscille entre l'ORDRE et l'HARMONIE, selon les circonstances historiques. Pierre Clastres, dans *La Société contre l'État*, a décrit comment certains peuples avaient mis en place des mécanismes complexes pour s'opposer à l'apparition d'un État. Plus récemment, on peut citer David Graeber, *Pour une anthropologie anarchiste*, James Scoot, *Zomia* et *Éloge de l'anarchisme*, Harold Barclay, *Peuples sans gouvernement, une anthropologie de l'anarchisme*, Thomas Gibson et Kenneth Sillander, *Solidarité anarchique* et Charles Macdonald, *L'Ordre contre l'Harmonie. Anthropologie de l'Anarchie* : « *Une flamme anarchique couvait sous la cendre académique. J'ai abouti à des conclusions proches de l'anarchisme sur la base d'observations ethnologiques et d'un raisonnement anthropologique.* »



Les « partageux » de la préhistoire

À toute proposition de société solidaire, libertaire, harmonieuse, on se voit opposer que l'Homme est un être égoïste, antisocial et méchant : États, lois et religions sont donc nécessaires pour l'amender, le contrôler, l'éduquer. Pourtant ce n'est qu'avec l'apparition des États, fondés sur le pillage et les conquêtes et appuyés par les Églises, que l'ORDRE tente d'étendre son hégémonie.

Kropotkine, géographe et anthropologue anarchiste, avait déjà montré dans *L'Entraide, un facteur de l'évolution*, que « *les êtres humains sont des animaux qui coopèrent, les liens affectifs interpersonnels jouant un très grand rôle* ». Tenant compte de récentes découvertes, Macdonald rapporte l'existence de nombreux ensembles « anarcho-grégaires » (grégarité = tendance à se regrouper). Un des aspects essentiels de leur comportement est le partage, « *contrat social égalitaire* ». Le schéma proposé par Marcel Mauss, dans *Essai sur le don* implique, d'après Macdonald, une relation asymétrique car le donataire contracte une dette envers le donateur, contrairement au partage « *qui ne présuppose pas la propriété, personne ne donne rien à personne* ». On en trouve des traces récentes en Inde, Malaisie, Amérique du Sud, Afrique, etc. : par exemple, chez les Hadza de Tanzanie, le gibier ramené appartient à la Nature et non au chasseur ; il est donc partagé dans la communauté.

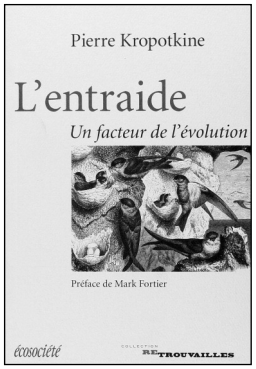
Dans ces groupes, le partage évitant la dette, la subordination et les inégalités, il n'y a pas de hiérarchie statutaire : « *La hiérarchie c'est l'ordre, une société ordonnée est nécessairement inégalitaire.* » Ainsi l'égalité est un processus construit, valorisé, maintenu volontairement : pas de chef avec pouvoir de coercition, ressources propriété commune de tous, égalité entre les sexes, décisions collectives avec recherche du consensus. Ils sont pacifiques et contrôlent toute violence ou agressivité en interne et vers l'extérieur.

« *Pour coopérer dans un groupe, il ne doit pas y avoir de compétition, mais de la solidarité, une interaction bienveillante d'individus autonomes et égalitaires. L'égalité formant système avec l'autonomie et la solidarité sont le fondement de l'anarchie.* » (Macdonald)

Les « bandits des steppes »

Beaucoup d'anarchistes conservent la mémoire du paysan ukrainien Nestor Makhno, dont les partisans résistèrent aux armées blanches, puis à l'armée rouge des bolcheviques : Alexandre Skirda, issu comme lui de cosaques zaporogues, l'a raconté dans *Nestor Makhno, le cosaque libertaire*.

À l'origine, les cosaques, dont le nom vient du turc *qazaq* (« bandit des steppes »), sont des aventuriers nomades vivant dans la région du Don et du Dniepr, serfs enfuis d'Ukraine, déserteurs de l'armée du tsar, paysans fuyant les régimes despotiques (Russie, Pologne, Mongolie). Se déplaçant rapidement dans des pirogues sur les fleuves, ou à cheval dans la steppe, ils organisent des rapines



contre les riches de la Moscovie dont ils libèrent les esclaves, qui se joignent à eux.

Échapper à leur condition les a nourris d'une révolte sociale et d'une grande soif de liberté. Ils pratiquent la démocratie directe, tout se décidant dans la *rada* (l'assemblée). Leur mode de vie est fondé sur le refus du pouvoir autocratique, centralisé et héréditaire et le partage des biens et des rapines. Le mélange ethnique (Slaves, Mongols, Blancs, Jaunes, etc.) en fait une société ouverte et sans barrière raciale. La solidarité entre tous les cosaques ne s'appuie sur aucun gouvernement central, mais sur des pactes d'entraide et une logique de réseau. Ils ont efficacement résisté aux États qui ne l'ont finalement emporté que grâce à leur poids démographique et leur puissance économique et militaire.

Ainsi, du XVIe au XVIIIe siècle, des serfs, des paysans pauvres ont construit une alternative à l'ordre social dominant, une structure communautaire sur des bases libertaires.

Catastrophes et « panique des élites »

On peut se demander comment des individus ayant vécu dans nos systèmes étatiques, hiérarchiques, inégalitaires, se comportent lors de grandes catastrophes, habitations détruites, communications interrompues, services publics paralysés, pouvoirs impuissants.

Prenons le cas du tremblement de terre de San Francisco le 18 avril 1806 : 3 000 morts, une moitié de la population sans toit, une ville en feu suite à la rupture des conduites de gaz. Que constate-t-on ?

→ Gestion collective du drame mise en place par les habitants : soupes populaires gratuites, constructions d'abris, vivres partagées.

→ Absence de vols, pillages, meurtres.

→ Abolition des barrières raciales entre Blancs, Chinois, Vietnamiens, Mexicains.

De leur côté, les autorités envoient l'armée avec le général Fuston qui craint « *une foule dangereuse et débridée* » et appelle à restaurer l'ordre contre « *la menace de chaos et d'anarchie* » : la troupe tire sur des habitants venus récupérer vivres et matériel pour aider les victimes. L'État, qui éprouve une véritable haine de la spontanéité collective, traite la population en ennemi, alors que celle-ci fait preuve de solidarité, de courage et d'esprit inventif.

Autre exemple : le passage de l'ouragan Katrina à la Nouvelle Orléans le 29 août 2005. La rupture des digues conduit à l'engloutissement de 80 % de la ville par les eaux du Mississippi. On retrouve la même « *panique des élites* » face aux risques de désordres venus des pauvres, des Afro-Américains, des immigrés. Elle est alimentée par les médias : « *Le chaos s'est emparé de la Nouvelle Orléans, les pillards se déchaînent, ils mettent à sac les magasins et pillent tout. Règnent l'anarchie, la mort, le pillage, le vol.* » La police et la garde nationale se comportent en armée d'occupation, menacent la population avec leurs armes. Des Blancs, des riches des hauts quartiers, épargnés par la catastrophe, tirent sur toute personne venant des bas quartiers.

Pendant ce temps des groupes de volontaires s'organisent pour s'entraider, s'approvisionner en nourriture et vêtements, porter secours aux blessés. Des communautés se regroupent dans des bâtiments hors zone inondée. Macdonald en conclut que « *les situations catastrophiques sont grosses de partage, coopération volontaire, absence de chefs et de structures hiérarchiques, sentiment d'appartenir à une communauté où chacun a un rôle à jouer* ». Un tel comportement est bien sûr insupportable pour les « autorités »…

Sous les pavés… la fleur

Ces réalités issues de la préhistoire, de l'histoire, de la période actuelle commencent à être connues par l'intermédiaire d'anthropologues, d'historiens, de militants anarchistes. Il n'existe aucune prédestination dans la « nature » de l'*Homo Sapiens* pour une forme de vie hiérarchisée, individualisée, marchandisée, qui tend aujourd'hui à devenir hégémonique. Le premier État à Sumer installé en Mésopotamie, il y a près de 5 000 ans, par le pillage et les conquêtes a depuis eu beaucoup de successeurs. L'appui de la religion a joué un rôle essentiel, ainsi que le rappelle l'anthropologue Jean Monod dans un essai *Ouranos ou les 3 fonctions de la religion dans l'État – La sacralisation du pouvoir, l'aliénation des consciences, la mystification de l'Histoire* ».

Mais les émotions, les réflexes, les valeurs morales de l'être humain se sont formés il y a bien plus longtemps, durant plusieurs dizaines de milliers d'années dans un système anarcho-égalitaire. Des ressorts puissants restent enfouis en nous et peuvent ressurgir dans certaines circonstances, dans des « brèches de l'Histoire ».

Comme le chantait François Béranger :

« ***Non, vous n'aurez pas ma fleur, celle qui me pousse à l'intérieur.*** »

Élan noir

Si je me trompe ? Que l'on me détrompe !

Passer son temps à renier dieu s'apparente à une forme d'idolâtrie. Ignorer jusqu'à son inexistence, c'est la liberté.

Être croqué par Cabu était devenu le symbole d'une reconnaissance sociale, de réussite, ce faisant il entretenait un culte de la personnalité : « Parlez de moi en bien ou en mal du moment que vous parlez de moi ».

Que l'on me montre, sur cette planète découpée en puzzle, un seul pays où le.a chef.e d'État n'entretienne pas des relations intimes avec les groupes sectaires (religieux), les armées et les forces de police afin de maintenir les populations sous contrôle et faire que celles-ci servent sagement le pouvoir capitaliste et ses exploiteurs ?

Alors qu'est-ce-qui fait la différence entre ces chef.e.s ? Uniquement le paraître, la bonne tenue bourgeoise opposée au grossier personnage. Pourtant le capitalisme est par nature vulgaire, trivial, corrompu, humiliant, cynique, hors la loi, voleur, esclavagiste, etc. et l'on voudrait que son incarnation soit cultivée, raffinée et élégante. Au nom de quoi, si ce n'est à une forme de culte de la personnalité ? Jusque dans nos maquis de rébellion, le culte de la personnalité a fait son nid, en choisissant d'exécrer l'un.e plus que l'autre c'est faire une projection illogique pour des libertaires. C'est le système qu'il faut détruire, pas sa représentation, ou pas uniquement alors. Furent envoyés *ad patres* des monarques et leur famille, et alors ça a changé quoi ? Seulement la manière de dominer et rien d'autre.

Nous critiquons, au lieu de le rejeter, ce système comme si nous y étions adaptés ? Dénoncer, au point d'en faire une fixette, tel.le ou tel.le qui serait plus dégueulasse qu'un.e autre, c'est admettre qu'au fond le système est gérable à condition de choisir la fine fleur. S'obnubiler sur un individu qui n'est que l'incarnation d'un ensemble pervers, c'est participer de sa doctrine, on n'est pas loin du jeu des urnes, en tout cas du principe sectaire qui consiste à figurer le mal (le diable) pour admettre sa force supérieure et l'impuissance à le combattre, et ainsi s'absoudre de toute velléité de lutte. Reprocher au monarque sa morgue et sa concupiscence, c'est un peu fort, c'est la base de sa réussite.

Notre unique combat est de résister à l'idée, pas à sa représentation qui n'est qu'une éphémère conséquence. Terroriser la planète avec sa puissance militaro-économique en vociférant « je vous emmerde bande de tafioles », est-ce pire que le faire avec subtilité ? C'est pas bien de fourbir les armes, mettez-y au moins les formes. Du raffinement que diantre, nous avons du mal à trouver le sommeil sinon.

Il y a dans ce culte, quelque chose de profondément culturel, c'est probablement pour ça que l'on tombe facilement dans le panneau. Vouloir l'impossible, exige autre chose.

Le système capitaliste ne peut aller que de mal en pis, chaque individu qui l'incarne poursuit le travail de ses prédécesseurs et en assure la pérennité. Alors, s'attaquer plus à celui de l'instant parce qu'il est vulgaire, c'est exprimer une préférence et, de fait, admettre que ce système est recevable juste en changeant la tête visible de l'hydre. C'est la base essentielle de ces sociétés du spectacle, c'est grâce à cela qu'elles subsistent.

Par exemple, à entendre les divers intervenants, machins spécialisés, conseillers en communication et autres incontournables journalistiques, Trump serait la mauvaise surprise, indigne de la fonction, allons bon ? Pour moi, il n'est que la suite logique de cette comédie où faire croire qu'il est pire est de l'aveuglement. Pire que quoi ? Tout cela n'est qu'un continuum et c'est oublier un peu vite les Truman, Nixon, Reagan, Buch & Son, etc.

Que lui reproche-t-on le plus en fait, d'être un cuistre ? Je pourrais fort bien adapter mes propos au chargé de recouvrements bancaires élyséen actuel. Même violence grossière, même cuistrerie et même adulation populassière. Se plier au bain de foule bon enfant et paternaliste en descendant en claquette et chemisette, pour exprimer le minimum de reconnaissance envers ses sujets durant les vacances princières, soit ? Se prélasser sur le yacht du milliardaire ami, non, c'était une erreur. Ce qu'il fait ou pas on s'en fout, du moment qu'il porte bien ? Ça me paraît bien dérisoire. L'ordre bourgeois, récupéré par le prolo, qui devrait s'appliquer pour la présidence, ça me fatigue. On s'en fout de leur conduite, c'est leur utilité factice qui est nuisible.

J'en reviens à mon idée de prendre pour cible le président du moment, c'est donc que ses prédécesseurs étaient moins affreux, ou qu'un.e autre serait meilleur.e, alors qu'il est évident que le.a suivant.e ne pourra être que pire. En effet, serviront les lois répressives mises en place et les armes toujours plus sophistiquées pour les faire appliquer, subtile évolution. Les lois sont ainsi faites, stockées pour être manipulées opportunément, on l'a vu au moment de la résurgence des lois d'exception qui dormaient depuis la guerre d'Algérie. Le système capitaliste a besoin de cette démocratie qui lui fait allégeance, ces chamailleries de cour de récré orchestrées par elle-même lui profitent. La fonction fait l'homme entend-on dire, ça ne marche pas à tous les coups, l'un d'eux se conduit trivialement alors on le dit populiste, en revanche on ne touche pas au fond. Le Parrain mafieux doit se tenir à distance, pas comme un tueur à gages. La respectabilité de la fonction, ça n'est pas jugé sur les faits, mais sur la manière et les mots. Il peut paupériser la société à condition que sa femme porte des fringues de grands couturiers, qu'elle soit belle, merde ! Et qu'il lui file pas une main au derche en public, c'est pas compliqué quoi ? Être fourbe et tyrannique, mais avec classe, pas comme un maquignon, bordel !

L'actuel satrape Ricain n'est pas le bon ! Ah bon ? Pour ma part il est parfait ! Arrogant comme un banquier, imprévisible comme une rock-star sous médocs, va-t-en-guerre comme un marchand d'armes. Quand il pète la forme, il fait le beuze tout le temps.

Le roi est mort, vive la mort !

Il sied au populo. On ne s'emmerde pas une seconde avec lui. C'est normal de s'inquiéter de voir que ce Docteur Folamour peroxydé domine quasiment la planète, c'était avant qu'il fallait s'inquiéter du système qui l'a engendré. L'homme est plus fantasque que ses prédécesseurs, pour autant étaient-ils moins dangereux ?

Personnellement je ne pouvais rêver mieux pour incarner le capitalisme et la fumisterie électoraliste qui l'accompagne. Là, avec un seul personnage, sorte de bouffon devenu roi, nous avons tout le capitalisme sans fard, sans fanfreluches, dans sa brutalité crasse. Ah non, couvrez ce sein que je ne saurais voir, il faut le remplacer par du plus convenable dit-on avec des pince-nez.

À croire que l'on y croit aussi à la représentation conforme à la fonction. Nous avons là une image parfaite de ce que nous refusons, et au lieu de partager notre dégoût, non du personnage, mais de ce qui fait qu'il existe, nous nous braquons sur son style à lui. Il proclame haut et fort que seul le pognon compte, que le reste c'est de la foutaise, de la roupie de sansonnet, bref qu'il s'en tamponne le coquillard de tous ces machins humanistes pas virils qui ne rapportent rien !

Eh bien quoi ? Il fait ce qu'il a promis et ce que ses promoteurs demandent, alors où est la surprise ? Le capitalisme est criminel, au nom de quoi faudrait-il qu'il faille le voir incarner par un gommeux qui cite Lamartine ? Faire semblant d'être outré qu'un obscène puisse parvenir au sommet, non mais sans blague c'est une plaisanterie ? C'est aussi crédible qu'un marchand d'armes s'offusquant que certains clients, non contents de les lui acheter, en plus les utilisent.

Quoi, le gros plein de soupe devrait en plus faire genre comme son prédécesseurs ? Se déguiser en cover-boy, se faire nobéliser de la paix par des mulots et truffer la planète de tapettes-à-souris en loucedé ? Je veux bien que la démocrasseuse soit le bal des faux-derches mais y a des limites.

Le Capitalisme et les États-Unis ne pouvaient rêver meilleur représentant pour ce hold-up permanent, le gun dans la pogne droite, la main gauche sur le coffiot. De plus, il a bel et bien été élu dans cette plus grande démocratie du monde avec laquelle on nous bassine depuis des lustres, non ? Si chaque fois qu'une élection ne va pas dans le bon sens désiré, on remet en cause le principe, ça va finir par se voir l'entourloupe... Espérons-le. Non, ce gars-là est accompli, continuez comme ça !

Peut-être qu'au final à force de se faire tondre de manière de plus en plus brutale et grossière ça finira par se demander s'il n'y aurait pas d'autres alternatives ? Plutôt que de continuer à naviguer à contre-courant et de vouloir choisir un commandant qui emménage la galère en y glissant des coussins pour avoir moins mal au cul en ramant, il me semble que c'est le principe des galères qu'il faut combattre, pas la prestance du capitaine.

Ce culte de la personnalité hypnotise et occulte la vision globale du problème. La démocratie est une dictature ouatée, sous n'importe quelle forme elle sait manipuler habilement pour donner de la vie politique une image appropriée. Il faut de l'épate, de l'esbrouffe, du théâtre. On sait que c'est bidon vos manigances mais donnez-nous le change. On en veut pour notre pognon du rêve et des dorures, alors un peu de tenue. Si le monarque ressemble à un roturier, ben merde, c'est à dégoûter des urnes cette affaire. Dans le principe de démocratie représentative, c'est le terme représentatif qui l'a emporté sur celui de démocratie, même si pour moi ce dernier mot aussi est discutable, mais c'est un autre débat. Nous avons actuellement tous les ingrédients réunis pour dénoncer le système, eh bien non, nous nous focalisons sur le bonhomme et sa violence grossière.

C'est tous ces jeux de rôles qui me gonflent. Au lieu de se braquer la comprenette sur le fait que le roi est laid, mal fagoté ou qu'il rote à table, défonçons ce qu'il faut changer, sinon ça ressemble plus à un aménagement de peine qu'à une réelle demande de liberté. Tout ça c'est comme se préférer de gauche, représentation parlementariste bourgeoise d'un système dans lequel nous ne devrions même pas vouloir faire partie. Au jeu de massacre à la kermesse, on glisse n'importe quelle tête dans le trou laissé vacant, c'est l'habillage peint qui fait la farce, c'est ça qu'il faut dégommer.

GABAR

Nos cerveaux, *Zone à défendre* prioritaire

Les irréductibles de Notre-Dame-des-Landes ont lancé une idée : « des ZAD partout ! » Quelle que soit la possibilité concrète de cette idée, il a fallu pour la former des esprits capables de raisonner à partir de leur expérience et de leurs connaissances. L'autonomie de pensée est la mère de toutes les autonomies. Il n'est pas dit que les enfants d'aujourd'hui disposent encore longtemps de la base biologique de cette pensée, ni des facultés cognitives nécessaires à celle-ci, ni même des capacités minimales de s'exprimer. Le mode de vie des sociétés cyber-industrielles attaque notre for intérieur. S'il est une ZAD à établir d'urgence, c'est celle de nos cerveaux. Faute de quoi, nous ne saurons même plus pourquoi il faudrait se défendre.

C'est la science qui le dit. Le quotient intellectuel moyen chute depuis les années 2000. Moins 3,8 points en dix ans pour la France. Quoi qu'on pense du QI comme étalon de l'intelligence, cette chute signifie quelque chose. Pour l'endocrinologue Barbara Demeneix, aucun doute : en attaquant l'hormone thyroïdienne maternelle, les perturbateurs endocriniens affectent le cerveau du fœtus. Des études ont établi le lien entre l'exposition de la mère aux phtalates, pesticides et autres ingrédients de notre cocktail chimique quotidien et un risque accru de troubles du spectre autistique ou du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité chez l'enfant à naître[1]. Réfléchissez avant de faire des bébés.

Étonnant : les produits neurotoxiques attaquent nos neurones. Pourquoi des insecticides conçus pour endommager le système nerveux central d'êtres vivants nous épargneraient-ils ? La revue *Environmental Health Perspectives* a publié en 2017 une étude montrant « "des associations avec des conséquences développementales ou neurologiques défavorables" : augmentation du risque d'autisme, de troubles de la mémoire et de tremblements, […] ainsi que d'une autre anomalie congénitale grave, l'anencéphalie (absence partielle ou totale de cerveau et de crâne à la naissance). » On n'arrête pas le progrès. L'épidémie de maladies neurodégénératives suit l'empoisonnement du milieu, au point que Parkinson est reconnue maladie professionnelle pour les exploitants agricoles. Aux dernières nouvelles, les métaux lourds – plomb, méthylmercure, cadmium, aluminium, etc. – ne sont guère meilleurs pour notre système nerveux. Les enfants risquent déficits de l'attention et troubles du comportement, difficultés d'apprentissage et réduction de QI. N'oublions pas le mercure, responsable avéré de troubles neurologiques tels que la sclérose en plaque, l'autisme et la maladie d'Alzheimer[2], et dont, pour ne parler que de Grenoble, l'usine Arkema de Jarrie a longtemps rejeté en toute légalité 50 à 60 kg par an dans l'air, 20 à 30 kg dans l'eau[3]. Heureusement, la mémoire défaillante des voisins leur évite inquiétude et colère.

Après des décennies d'infusion de toxiques chimiques dans l'eau, les sols et l'air, les chercheurs tirent le bilan du progrès : nous voilà plus bêtes que nos ancêtres. La preuve, il est interdit de dire que c'était mieux avant.

Heureusement, l'industrie lourde a cédé la place à l'économie 4.0, dématérialisée, verte et sans odeur. Voire. Rappelons aux futurs Alzheimer que produire et jeter smartphones, ordinateurs et machins électroniques pollue et empoisonne. Aux composants neurotoxiques des cyber-gadgets, ajoutez quelques couches de brouillard électromagnétique pour gagner du réseau, faites bouillir le cerveau et admirez le résultat. Les rats exposés au rayonnement d'un portable pendant 2 heures perdent des neurones[4]. Même la technofficielle Agence nationale de sécurité sanitaire admet les « effets possibles des radiofréquences » (et des gadgets connectés) sur les fonctions cognitives et le bien-être des enfants[5]. D'où le conseil des fabricants d'éviter les téléphones avant 14 ans, ce qui leur donne bonne conscience et fait bien rire dans les collèges.

L'altération biologique des cervelles constitue la partie évidente du problème. Celle sur laquelle se ruent les amateurs de seuils d'exposition, de normes sanitaires et d'encadrement du désastre (type la Criirem de la députée verte Michèle Rivasi), faciles à contenter une fois les antennes-relais déplacées de leur champ de vision.

Nous ne cessons de le dire depuis plus de dix ans : les dangers du numérique sont ailleurs[6]. La déshumanisation nous menace autrement que le cancer. Après une décennie d'observation, les spécialistes l'admettent : « Nous, professionnels de la santé et de la petite enfance […] recevons de très jeunes enfants stimulés principalement par les écrans, qui, à trois ans, ne nous regardent pas quand on s'adresse à eux, ne communiquent pas, ne parlent pas, ne recherchent pas les autres, sont très agités ou très passifs. […] La surexposition aux écrans est, pour nous, une des causes de retard grave de développement sur laquelle nous pouvons agir de façon efficace[7]. » La rupture du lien entre parents et bébés crée des troubles de type autistique. Les petits d'hommes élevés par des machines ne sont plus des hommes ; l'écran fait écran. Supprimez-le, vos enfants revivront et apprendront à penser.

Quelques années plus tard. Voici les ados accros à leur smartphone. Un tiers des enfants de 10 ans ont un portable. 86 % des 12-17 ans ont un smartphone. 100 % des 18-24 ans[8]. Le consultent plus de 200 fois par jour. Dès le réveil, ou en pleine nuit. Ont perdu une heure à une heure trente de sommeil par jour à cause de la « lumière bleue chronotoxique[9] » des écrans et de la cyber-navigation nocturne : désastreux pour les capacités cognitives. En 2016, l'Académie américaine de pédiatrie pointait, entre autres, l'effet « négatif sur les résultats scolaires » de l'usage des « médias de divertissement » pour les élèves qui font leurs devoirs en même temps. Sans blague.

On apprend de la bouche des coupables que réseaux et applis sont conçus pour droguer les cerveaux à la dopamine, l'hormone de la récompense. Nombre de « Like » et de « vues », flux d'« actus », messages et notifications, enchaînement de vidéos, n'ont qu'un objectif : figer les proies devant leurs écrans, en créant « un état de chasse frénétique, qui inhibe les zones du cerveau associées au jugement et

à la raison », avoue Nir Eyal, « designer d'application ». Ancien président de Facebook, Sean Parker révèle l'obsession du réseau social : « Comment est-ce qu'on absorbe le plus possible de votre temps et de votre attention consciente ? » Et de se flageller vingt ans trop tard : « Dieu sait ce que ça fait au cerveau de nos enfants […]. Les inventeurs, les créateurs – comme moi, Mark [Zuckerberg], Kevin Systrom d'Instagram et tous ces gens – avions bien compris cela, c'était conscient. Et on l'a fait quand même. » Le cyber-tartuffe est toujours actionnaire de Facebook.

Ces voleurs de vie ont inventé la « captologie », inspirée des méthodes comportementalistes, pour modifier le cerveau. Sans cesse stimulé, celui-ci exige toujours plus d'informations. La chute des capacités de concentration, de lecture profonde et de mémorisation est désormais enregistrée par les radars des chercheurs. Même Microsoft informe les publicitaires de la baisse d'attention de leurs cibles : « La concentration à long terme s'affaiblit à mesure que la consommation de contenu numérique, l'utilisation de médias sociaux et le savoir-faire en matière de technologie augmentent. » La capacité d'attention d'un humain de 2017 est paraît-il inférieure à celle d'un poisson rouge (9 secondes), donc « les marques doivent retenir l'attention des consommateurs pour l'emporter sur les autres stimulus [*Sic*].[10] » Nul besoin de diplôme en psychologie cognitive : il suffit de regarder autour de soi, de se regarder. L'invasion numérique colonise notre for intérieur et nous arrache à nous-mêmes. Ni les stages de méditation ni les cures de « cyber-détox » n'y pourront mais. Réduire à néant notre « temps de cerveau disponible » est un rêve totalitaire. Rien de mieux pour le pouvoir qu'une foule amorphe, dont les réflexes conditionnés par les impulsions machiniques remplacent la réflexion et la relation sensible au monde.

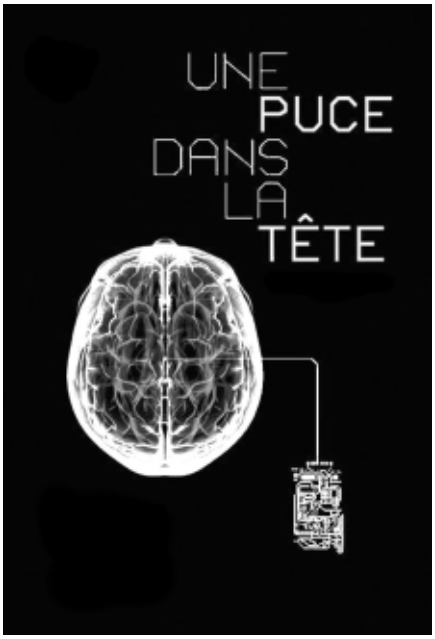
L'exposition aux écrans passe aussi par l'école. Inutile de protéger vos enfants à la maison, leurs enseignants les acclimatent dès le plus jeune âge à la cybersphère, leur nouveau milieu. Finis les langues et textes anciens, les penseurs classiques et leur vision du monde (la « diversité », il y a des limites), place aux cours sur Youtube et au code informatique. Le mépris pour les humanités produit, lui aussi, ses effets. D'après les études « Pisa » (aussi critiquables que le QI, mais dont l'évolution est signifiante), les jeunes cervelles déchiffrent de moins en moins bien, perçoivent mal les liens de causalité et l'implicite dans les textes. Les enseignants quant à eux notent les progrès de la maladresse dans la graphie, des difficultés de concentration et de raisonnement. La Finlande a supprimé l'apprentissage de l'écriture cursive en 2016, trois ans après la décision similaire de 45 États américains. Parmi lesquels 14 ont changé d'avis en 2017. Une chercheuse américaine : « Nous avons constaté que les élèves, jusqu'à la classe de sixième, écrivaient plus rapidement, avec plus de mots, et exprimaient plus d'idées s'ils écrivaient à la main plutôt qu'avec un clavier », et un de ses collègues : « Les étudiants qui prennent des notes sur les ordinateurs portables sont ceux qui ont obtenu les pires résultats sur les questions conceptuelles...[11] » Encore un scoop. On attend les protocoles de recherche qui valideront scientifiquement les effets des « émoticônes » sur la richesse du vocabulaire et l'élaboration conceptuelle.

En 2000, 2004 et 2008, les enseignants du collectif Sauvez les lettres ont fait passer à 1 348 élèves de seconde l'épreuve de français du brevet des collèges 1976 (dictée et questions). On vous épargne le

vertige devant les résultats (confirmés par des études plus récentes[12]). Commentaire des profs : « Ces élèves […] se montrent incapables d'accorder ce qui précède avec ce qui suit, témoignant ainsi d'une véritable infirmité logique. » Pour la logique, il y a des applis, maintenant.

Bref, le niveau monte. L'école n'offre plus les outils pour la construction d'un esprit critique, mais des compétences en vue de débouchés. Ne forme plus des cerveaux agiles, capables y compris de démonter le contenu de son enseignement, mais des esprits-rouages adaptés aux exigences du monde-machine. Tous les espoirs sont permis, puisque le ministre Blanquer de l'Éducation nationale a confié la réflexion sur l'avenir de l'école aux neurosciences. Des expériences sont en cours. Un exemple ? « Pour optimiser les espacements des réapprentissages pour chaque élève spécifiquement, [l'« application de mémorisation »] ANKI utilise l'algorithme universel de l'oubli et rend très efficace la technique des reprises à rythme expansé. ANKI s'utilise sur un outil propre à chaque élève (son smartphone, sa tablette, son ordinateur à la maison). Un tutoriel et des conseils d'utilisation sont disponible [*sic*] sur le site sciences cognitives.fr[13]. » On progresse en effet, à l'image de ce technolâtre expert en « psychologie de l'enfant » comparant les médecins formés aux organes qu'ils soignent et les professeurs utilisant les neurotechnologies pour enseigner les cerveaux[14]. Autant pour ceux qui croyaient élever (et soigner) des humains.

Ce n'est pas tout. Nos cerveaux subissent aussi la tyrannie du « bien pratique ». Recevoir des alertes pour ses rendez-vous, c'est tout-de-même bien pratique. Obéir au GPS pour trouver son chemin, idem. Demander à son assistant de vie électronique de se souvenir, de traduire, calculer, organiser, suggérer, comparer, réserver : trop pratique. Et vous, que faites-vous pendant ce temps ? Vous désapprenez. Vous vous dépouillez de vos savoirs et savoir-faire. Vous vous rendez vulnérables – ô combien – en croyant, comble de la bêtise, être plus efficaces. Attendez la coupure de réseau ou d'électricité. Les prothèses électroniques rendent stupides les humains qui leur délèguent leurs facultés. Quelle surprise. Comme si la voiture et les ascenseurs nous avaient rendus sveltes et musclés.



Tandis que les malfaiteurs de l'humanité spécialistes de l'« intelligence artificielle » se délectent des performances exponentielles de leurs machines, les entraînent, leur concoctent des programmes d'apprentissage profond et rêvent du jour où elles sauront faire des liens pour nous surpasser, les humains fascinés par la puissance machinique deviennent toujours moins capables. Se périment eux-mêmes, par lâcheté, paresse et fascination. De plus en plus semblables à ces abeilles victimes de la société neurotoxique, incapables de retrouver leur ruche.

Pour rester au niveau de l'intelligence artificielle, les transhumanistes ont une solution : augmenter notre intelligence par l'hybridation avec des machines. Elon Musk, patron de Tesla (voitures sans chauffeur) et de SpaceX (fusées), a créé Neuralink, une boîte destinée à connecter nos neurones à l'intelligence artificielle. Facebook travaille à un dispositif capable de transcrire nos pensées sur ordinateur par « télépathie ». Le neurochirurgien grenoblois Alim-Louis Benabid a cofondé Clinatec, une clinique qui teste des nano-implants neuroélectroniques et des interfaces cerveau-machine. Il ne serait pas contre l'« augmentation » électronique du cerveau : « On n'est pas tous intelligents de la même façon », dit-il à *Sciences & Avenir*. « En quoi serait-ce gênant si on stimulait [le cerveau, NdA]. A-t-on peur de rendre… l'autre plus intelligent ? De propulser le QI ? »

Les dispositifs de « neuro-amélioration » (interfaces cerveau-machine, casques de stimulation magnétique transcrânienne, smart drugs) font déjà recette auprès de hackers, d'étudiants, de cadres super-compétitifs, sans oublier les militaires. « Après avoir veillé 30 heures, je me suis branché 30 minutes sur une pile 9 volts avec deux électrodes en gel et j'ai fait ensuite un test de réactivité, j'ai obtenu 15 % de plus », s'électrise le « biohacker cérébral » français Vincent Corlay.

La machination du biotope humain – devenu un technotope – détruit les facultés humaines. Cette invasion nous impose la défense concrète et prioritaire de nos capacités mentales. Pour rester humains, nous devons nous concentrer, penser par nous-mêmes, restaurer et préserver nos possibilités de comprendre ce qui nous arrive, de le critiquer pour y pouvoir quelque chose.

Créons la mère de toutes les ZAD : la ZAD de nos cerveaux. Zones à défendre, à cultiver, à activer.

Pièces et main d'œuvre
Grenoble, le 14 février 2018

1. Cf. B. Demeneix, *Cocktail toxique. Comment les perturbateurs endocriniens empoisonnent notre cerveau* (Odile Jacob, 2017).
2. Cf. M. Grosman, R. Lenglet, *Menace sur nos neurones* (Actes sud, 2011).
3. *Grenoble & Moi*, 12 février 2009.
4. Revue *Environnemental Health Perspectives*, 2003.
5. Anses, rapport de juin 2016, « Exposition aux radiofréquences et santé des enfants ».
6. Cf. *Le Téléphone portable, gadget de destruction massive*, Pièces et main d'œuvre (L'Échappée, 2008).
7. http://www.alertecran.org/
8. Baromètre du numérique 2017, Credoc.
9. Claude Gronfier, chercheur à l'Inserm, *Le Monde*, 15 mars 2016.
10. Microsoft Canada, « Capacité d'attention. Approche client », printemps 2015.
11. http://m.slate.fr/
12. Voir celles de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, www.education.gouv.fr/
13. « Pistes d'applications des sciences cognitives dans les pratiques pédagogiques », sciences-cognitives.fr.
14. Olivier Houdé sur France Inter, 10 janvier 2018.

Datacenter de Gravelines (9 hectares, 20 000 m² de bâtiments, 60 000 serveurs). En France, on compte 195 datacenters dont 19 en construction. Leur consommation électrique aurait atteint près de 3 TWh en 2015.

VOICI UN LIVRE qui nous offre une synthèse particulièrement claire des principaux aspects de ces nouvelles nuisances que sont l'Internet et les outils numériques. Les mises en garde formulées par les organisations autorisées ne sauraient masquer la partialité de leurs auteurs qui, en feignant de prendre en compte les mauvais côtés de cette industrie et les mauvais usages des dispositifs techniques qu'elle produit, encouragent leur utilisation, au nom de l'écologie (ils permettraient de faire des économies de papier, d'exploiter intelligemment les ressources naturelles) ou comme formidable moyen de communication au service de la démocratie. Comme si la formation et les réglementations pouvaient nous permettre de profiter des bons côtés du numérique sans nuire à qui ni à quoi que ce soit.

L'auteur contrecarre, de façon méthodique, les arguments fallacieux en faveur de l'Internet. Il dénonce l'extractivisme – l'extraction des minerais nécessaires à la fabrication des outils numériques – qui a lieu loin d'ici et que nous, occidentaux, avons tendance à oublier puisque les paysages apocalyptiques des mines et les effroyables pollutions associées, ne s'étalent pas sous nos yeux, enfin pas encore. S'y ajoute la quantité monstrueuse de déchets que le numérique génère. Exemples du quotidien à l'appui, il montre comment cet appareillage transforme toujours plus notre rapport au monde, notre condition d'être humain, au point de mettre en péril notre santé (à la fois psychique et physique). L'Internet s'est ajouté aux autres nuisances de la société industrielle dans un mouvement d'effets cumulatifs toujours plus difficiles à appréhender, à comprendre, et foncièrement incontrôlables (la gestion du désastre se présente comme la seule perspective offerte dans cet avenir merveilleux…).

Ce livre, de lecture agréable et assez court (80 pages), condense de façon très abordable des critiques que l'on n'entend le plus souvent que de façon parcellaire. Au delà du constat, il met en regard la question de nos besoins avec celle du progrès technique, en s'appuyant sur de nombreuses références bibliographiques. Sans tomber dans la culpabilisation individuelle, il tente d'ébaucher quelques perspectives souhaitables dans le contexte actuel. Dans cette ambiance cacophonique de désordre climatique, de fin du monde, de désarroi personnel, de perte totale de sens et de repères, ce texte invite à prendre en compte la critique de l'Internet et du numérique comme préalable indispensable pour continuer à penser l'émancipation humaine et la question de la liberté dans nos sociétés.

« Internet est entre les mains des Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), qui ont réussi à s'emparer de la totalité des bénéfices, ne laissant que des miettes à tous les autres. La nouveauté de cette phase consiste dans la nature même de ces bénéfices. À côté de gains financiers colossaux qu'ils engrangent, dans la droite ligne d'une histoire capitaliste tendant à concentrer les monopoles, le contrôle et la coercition qu'ils exercent, grâce aux données massives (big data) que les utilisateurs de l'Internet leur fournissent, ont pris un tour nouveau, d'une force extrême, permis par *la soumission volontaire et heureuse* de tous. Une jeune femme dans un petit stade du nord parisien fait des exercices corporels. Ils visent à lui donner souplesse, tonicité et vitalité. Lorsque je m'approche d'elle, je perçois une voix robotisée qui ne cesse de vociférer. Je fais encore un pas vers elle et je vois son smartphone posé par terre, qui filme tout ses gestes. Cette application semble lui donner les consignes ou plutôt les injonctions d'une expertise technologique afin d'optimiser ses mouvements. »

« La liberté des utilisateurs tout comme l'efficacité qu'ils apprécient, l'ouverture au monde et l'accès permanent à une documentation infinie qu'ils portent en étendard du bonheur que leur procure l'Internet sont donc conditionnés pour une grande part au bon vouloir des dirigeants de Google, à leur soif de pouvoir insatiable et à la rentabilité de l'entreprise. Cette mégamachine, loin de la philanthropie dont elle se targue dans les publicités et les discours, n'obéit qu'à la volonté de puissance et de domination de ceux qui la possèdent. Aussi froide qu'un algorithme, aussi précise que la rationalisation qu'elle permet, la machinerie numérique fabrique une nouvelle forme de consentement et d'aliénation sociale. »

ARMELLE

• Hervé Krief, *Internet ou le retour à la bougie*, éditions Quartz, 2018.

• Livre disponible contre un chèque de 10 € à l'ordre de l'association Quartz, à envoyer à MDA-BAL 28, 15, rue Ramey 75018 Paris.

La décharge d'Agbogbloshie (Ghana) reçoit 90 000 tonnes de déchets électroniques par an.

Parution de la revue *Hors-Sol*, n° 5

La « ruralité » doit servir la mégamachine urbaine. Laisser passer les lignes à grande vitesse et à très haute tension. Fournir la biomasse et les ressources nécessaires à la consommation exponentielle d'énergie (la « ville intelligente » est une ville électrique). Nourrir les mégapoles. Stocker les déchets nucléaires. Réserver quelques espaces aux loisirs, conformément aux recommandations des experts en santé urbaine. Bref, la campagne n'est qu'une fonction support pour les métropoles.

La critique de l'aménagement des territoires ruraux est donc indissociable de celle de l'aménagement des villes. C'est pourquoi nous vous conseillons la lecture du n° 5 de la revue lilloise *Hors-Sol*, consacré aux « inhumanités numériques ».

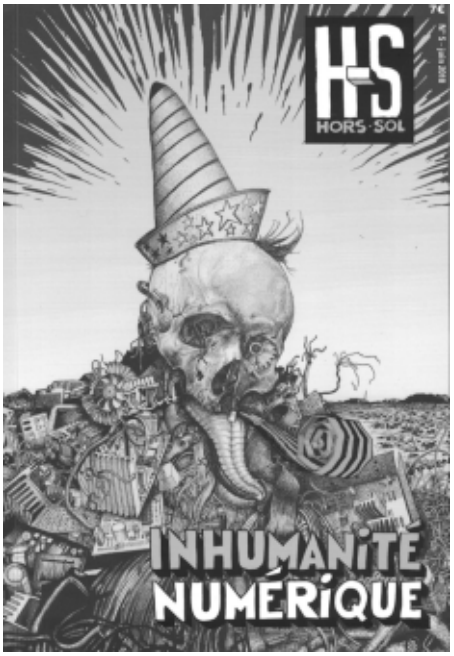
Édito (extraits)

La Métropole lilloise, la DRAC, la ville de Lomme et l'université Lille 1 viennent d'annoncer la création d'un « Pôle des arts et cultures numériques ». Les collectivités locales mobiliseront chercheurs et artistes pour assurer « l'acceptabilité [de] la transition numérique de la société ». De quoi ont-ils peur ?

Que les embryons de contestations de la carte RFID Pass-Pass ou du compteur Linky ne nuisent à « la ville de demain (smart city) et […] au développement de notre territoire à la pointe de l'innovation » ? Ou simplement veulent-ils insuffler cette « culture scientifique et technique » qui ferait défaut à la nation ?

Dans ce pôle se trouvera une médiathèque high tech, des présentations mensuelles « d'un chercheur et d'une technologie », une salle de concert de 500 places, ou encore des casques de réalité virtuelle comme autant de machines à rêves cyber-artistiques. Le plus surprenant est la création d'un « laboratoire citoyen de la donnée », propre à « développer une culture de la donnée chez les habitants ». Auront-ils accès à nos données de déplacements, de consommation électrique, de passage à la bibliothèque et dans les musées ?

Certes, le capitalisme technologique gagne sa guerre au vivant par la domination (étatique, militaire ou managériale). Mais il la gagne avant tout en s'assurant notre consentement. Non seulement par une persuasion de type classique, mais surtout par



la rationalisation des imaginaires. Cette bataille culturelle qui fait muter la société techno-industrielle en véritable civilisation, telle est la préoccupation centrale de ce numéro d'*Hors-sol*.

Hors-sol, n° 5 « Inhumanité numérique », 100 pages, 7 €, disponible en librairie (à Lille et Paris) ou sur commande (+ 3 € de frais de port) ; chèque à l'ordre de L'A.S.P.I. : hors-sol, 49 rue Daubenton, 59100 Roubaix.

« Trésors et conquêtes », rédigé depuis la Guyane, nous embarque au cœur de l'industrie la plus polluante du monde : les mines. On y parle luttes anticoloniales et amérindiennes, critique de l'aérospatiale avec une visite de Kourou, « port spatial de l'Europe » et retour sur le mouvement social massif de 2017. 230 pages d'enquêtes et de témoignages illustrés avec soin pour interroger aussi l'idéologie occidentale du développement, ses promesses, ses impasses et la possibilité de s'en libérer.

Revue *Z*, n° 12 - Guyane
Trésors et conquêtes

Édito (extraits)

Depuis notre rencontre avec SystExt, une bande d'ingénieurs révoltés, nous étions déterminés à enquêter sur les méfaits de l'extraction minière, cette industrie indispensable au mode de vie moderne. Nous aurions pu aller en Bretagne ou à Salau, en Ariège, à la rencontre de collectifs en lutte contre le renouveau minier français. Mais le projet Montagne d'or, c'est encore un autre délire. De par sa taille, inédite sur le sol français, alors que des mines de cette ampleur grèvent déjà toute l'Amérique du Sud. De par l'absurdité de son objectif : l'or, qui nécessite d'extraire et de traiter une tonne de roche pour en récolter un gramme, majoritairement utilisé par les banques et la bijouterie, deux secteurs dont l'humanité pourrait songer à se passer. De par, enfin, le mythe qu'il poursuit : l'Eldorado, métaphore de la cupidité génocidaire de la civilisation blanche.

Laisser la forêt se faire décaper pour les gros profits d'un milliardaire russe, c'est un sort que le pouvoir ne peut réserver qu'à une région périphérique. « Ultrapériphérique » même, comme l'Union européenne désigne la Guyane. Après avoir accueilli les indésirables de la France pendant des siècles, le pays va-t-il devenir un paradis pour multinationales avides de métaux précieux ? Le saccage de l'Amazonie n'en serait pas la seule conséquence : exploitation sauvage de la force de travail et mise en ordre généralisée du territoire au service de l'industrie sont au programme.

Pour la petite équipe de huit, dont cinq n'avaient jamais posé le pied sur ce territoire, déplier et parfois expérimenter ce qui en fait encore aujourd'hui une terre sous domination coloniale était peut-être le plus grand défi de ce voyage. Il aura fallu subir l'interminable visite promotionnelle de la base spatiale de Kourou, changer une roue en compagnie de militants amérindiens, boire des coups dans les quartiers populaires de Saint-Laurent-du-Maroni, et aller creuser dans les courants de pensée décoloniaux sud-américains pour essayer de comprendre, de sentir, de trouver les mots justes.

Disponible en librairie.
15 euros / éditions Agone.

DEMANDEZ LE PROGRAMME !

Au Fabuleux Destin

café-spectacle à la p'tite semaine

6, rue Cerclier, quartier du Petit-Saint-Jean à Aubusson

du jeudi au samedi à partir de 19 heures, spectacle à 20 h 30

Les jeudis, le bar est ouvert de 18 à 21 heures : boissons, soupe, tartines, prêt de livres... Profitez-en pour visiter les expositions. Jusqu'au 23 novembre, les dessins de Raphaël Decoster ; du 24 novembre à la fin de l'année les collages de Daniel Fatous.

Jeudi 15 novembre 20h : *Soirée Amnesty international*
Les groupes locaux d'Amnesty International et de Solidarité Laïque ont demandé à des artistes de réaliser une œuvre illustrant leur vision de deux documents : la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et la Convention protégeant les défenseurs des Droits humains. Ces œuvres seront exposées à Aubusson du 24 novembre au 2 décembre 2018. Au cours de la soirée du 15 novembre, quelques œuvres de l'exposition seront présentées, ainsi que le lancement de l'opération 2018 « 10 jours pour signer ». La soirée sera ponctuée de lectures en musique offerte par l'équipe du Fabuleux Destin.
Vendredi 16 novembre 20h : *À tue-tête*. Duo de chant
Julien Martin & Claudia Urrutia, voix et percussions corporelles.
Samedi 17 novembre 20h : *Héros ordinaires V.2*. Spécial centenaire 1918 – 2018 : chansons de la Grande Guerre et d'avant par Séverin Valière.
Dimanche 18 novembre 9h45-18h : *Atelier de pratique du chant polyphonique.*
Mercredi 21 novembre 15h30 : *Promenade contée automnale avec Sandrine Gniady.* Contes en balade pour toute la famille dès 7 ans.
Jeudi 22 novembre 18-21h : *Le bar est ouvert.*
Vendredi 23 novembre 20h : *Sac à malice.* Scène ouverte.
Samedi 24 novembre
19h : *Vernissage de l'exposition des collages de Daniel Fatous.*
20h : *Jean-Jacques Le Creurer & Vincent Brusel.*
Accordéon diatonique & mandoline.
Jeudi 29 novembre 19h : *Réunion mensuelle des bénévoles*.
Vendredi 30 novembre 20h : *Co-concert par Muriel et La Louise*.
Entre musique, performance, poésie et théâtre, c'est une invitation au voyage par les mots et la musique.
Samedi 1er décembre
10h-13h et 14h30-17h30 : *Atelier couture.*
20h : *Récital de chanson argentine*. Julieta Sueiro (chant), Daniel Perez (guitare).
Jeudi 6 décembre 18-21h : *Le bar est ouvert*.
Vendredi 7 décembre 20h : *Les Autres.* Chanson.
Emmanuel Demonsant (chant), Timour Tokarev (piano, chœurs).
Samedi 8 décembre 20h : *Toboggans poétiques*. Un cirque jubilatoire autour de la langue.
Dimanche 9 décembre 9h45-18h : *Atelier de pratique du chant polyphonique.*

Jeudi 13 décembre 20h : *Dans quel pays voulons-nous vivre ?* Projets nuisibles et chemins de traverse.
« La Creuse, c'est encore un secret pour tout le monde. » Curieux paradoxe que cet ancien slogan touristique... Et si le fait qu'il puisse encore faire bon vivre quelque part tenait justement à ce secret, ce léger écart vis à vis de la frénésie économique ? N'y a-t-il rien d'autre pour faire vivre ce pays que l'Internet obligatoire, des forêts d'éoliennes géantes, la plaie béante d'une mine à ciel ouvert, mille coupes rases ruinant les bois, des fermes toujours moins paysannes, toujours plus industrielles ? La Creuse est convoitée par de multiples promoteurs, privés et publics, qui voudraient bien faire ce que bon leur semble de ce pays où ils ne vivent pas. Mais nous, habitants d'ici, que voulons-nous ? Que faisons-nous ?
Ce soir il pourrait être question de lutte, contre tout ce qui menace la vie ici. « Vous reprendrez bien une cuillère de sirop anti-tout ? » Anti tout ? Pas si sûr.... Nous n'avons rien contre, au hasard : la démocratie directe , les cultures vivrières ou paysannes et la vente sur les marchés. Les bibliothèques et les bistrots. L'hospitalité, l'entraide, les communs et bien d'autres choses à défendre, à organiser, à faire vivre. Ce soir, il pourrait être question de ça, aussi.
Vendredi 14 décembre 19h : *Le Club de Jazz*. Scène ouverte.
Samedi 15 décembre 20h : *Le Mot silence.* Orchestre de paroles.
Daniel Fatous, qui nous a quitté l'an passé, laisse derrière lui une œuvre dense, diverse, vivante. Alors pour accompagner l'exposition de ses collages, l'équipe de création du Fabuleux remet le couvert, avec une nouvelle édition des Fabuloseries. « Le mot silence fait encore trop de bruit ». Avec Denis Bernatets, Sandrine Gniady, Félix Bernatets, Nuax Ov, Alexandre Sibert, Romaric Defaux, Zacharie Sibert-Guyavarch, David Linkowski.
Mardi 18 décembre 20h : *Illusions comiques.* Théâtre.
Pièce d'Olivier Py, par les élèves de terminale du lycée Eugène Jamot. Avec : Emilie Cubertafond, Anaëlle Martin, Vincent Pouchol-Blanchon,Violette Quintanilla, Marie Richin, Shyla Shreeve, Clara Tabard, Alexandre Ville.
Mercredi 19 décembre 15h30 : *Des lacs et des plumes.* Par Katell Coquillon et Séverin Valière. Contes en musique
Un spectacle forgé à partir de contes traditionnels, inspiré par les adaptations de Victor Cova-Correa, Myriam Martineau et Catherine Gaillard. Spectacle tout public à partir de 6 ans.
Jeudi 20 décembre 19h : *Réunion mensuelle des bénévoles.*
Vendredi 21 décembre 20h : *Sac à malice.* Scène ouverte.
Samedi 22 décembre
16-18h : *Atelier danse trad*.
20h : *Bal folk/trad avec Mélométis*.
Un bal folk/trad pour tous les âges. Bonne idée pour clore l'année ! Daniel Desmaisons (accordéon, bandonéon, accordina, percussions, chant) Yves Menut (accordéon, banjoline, guitare, bugle, trompette, tuba, percussions, préparations électroniques, chant).

Abonnement à *Creuse-Citron*

Les frais d'envoi sont de 1,5 € par numéro. *Creuse-Citron* étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.
☐ 4 numéros (1 an) = 6 € (frais d'envoi) + ... (prix libre)
☐ 8 numéros (2 ans) = 12 € (frais d'envoi) + ... (prix libre)
Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre*.
Adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 2, 23 000 Sainte-Feyre.

PÊLE-MÊLE

Toute période révolutionnaire génère un moment transitoire favorable à une effervescence d'idées.
De la Grande révolution à la Commune de Paris de 1871 en passant par le printemps de 1848, ces moments se succédèrent, tous nourris à des degrés différents par un vrai souffle populaire et un réel esprit libertaire, trop marginalisés, alors que ces deux composants poussèrent les nouveaux pouvoirs dans le sens de l'émancipation et de la participation active du peuple à la construction d'un nouveau monde.
Durant la Commune, pouvoir installé et gouvernant, la quête de souveraineté populaire autour d'une pensée libertaire fut encore plus forte débouchant sur la présence de multiples organisations autonomes qui luttèrent pour la liberté tout en inventant les formes nouvelles d'implication citoyenne directe dans tous les domaines de la vie, reprenant en partie les idées de 1848, pour faire aboutir la Révolution sociale : les événements révolutionnaires et les idées portées par les classes populaires s'entrecroisent dans la même histoire, celle des 72 jours de la Commune de Paris.

Ateliers et vie aux coudercs
Les Amies et Amis de la Commune de Paris – 1871,
comité local de la Creuse

Présente une conférence
De Jean ANNEQUIN

« La Commune de Paris 1871:
une histoire événementielle au souffle populaire et à l'esprit libertaire »

samedi 24 novembre à 14h30
au 6 Lascoux 23220 Jouillat

Entrée gratuite

Mail : ateliersvie-coudercs@orange.fr
☎ 05 55 51 22 39

L'ALZIRE

Auberge culturelle

30, grande rue, 23140 Jarnages
Téléphone : 05 55 84 47 27
Email: contact@alzire.fr

16 novembre 19h : Théâtre avec la Cie en Avant Marche «*Anna Truc et l'Enfant de la Misère*» – à partir de 7 ans – prix libre.
17 novembre :14h30 : *Journée Jeux en Famille* avec Petits d'Homme – gratuit.
1er décembre 14h30 : *Café des enfants #9* – Noël – gratuit.
8 décembre 20h45 : *Eyo'nle, une valse à Cotonou* – chanson française sauce Africaine – prix libre
15 décembre 14h30 : Journée BD avec Michel Janvier (*Les Musicos, Rock'N'Vrac, Bikers*) et Mathieu Moreau (*Le cycle de Nibiru, La Machine à explorer le temps*) – ateliers et dédicaces – gratuit.

Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson : Librairie *La Licorne*, 42, Grande-Rue
Au Fabuleux destin café-spectacle, rue Cerclier
Épicerie bio *Ethiquête*, 96, Grande-Rue
Presse d'Aubusson, 31, Grande-Rue
Librairie d'occasion *Au Petit Bonheur*, 4, rue Vaveix
Bénévent l'Abbaye : Bar *Le Père tranquille*
Bourganeuf : *Maison de la presse*
Boussac bourg : *Ferme Chauveix*
Bussière-Dunoise : Bar-coiffeur *Pignaut*
Chambon-sur-Voueize : *Bar Le bistrot d'autrefois*
Champagnat / St-Domet : Étang de la Naute
Colondannes : *Auberge du prieuré*
Dun-le-Palestel : Librairie *Feugère*, 1, rue des Sabots
Évaux-les-bains : Bar-tabac *Le Rallye*
Cinéma *Alpha*
Eymoutiers : Librairie *Passe-Temps*
Ressourcerie *Le Monde allant vers*
Café des enfants
Felletin : Bar-tabac *Le Troubadour*
Ressourcerie *Court-circuit*
Sur le marché *Boulangerie Perrine Garreau*
Gargilesse-Dampierre : *Auberge de la Chaumerette*
Guéret :
Coop des champs, rue de Lavilatte
Bar de la Poste, rue Martinet
Librairie *Les Belles Images*, rue É.-France
Librairie *Au fil des pages*, place du Marché
Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice-Rollinat
Jarnages : *L'Alzire*, café hôtel restaurant
La-Jonchère-St-Maurice : *Le Radeau actif*
La Souterraine : *Le Panier du coin*
Limoges : Librairie *Page et Plume*, pl. de la Motte
Undersounds, 6, rue de Gorre
CIRA, 64, rue de la Révolution
Montluçon :
Librairie *Le Talon d'Achille*, 8, pl. Notre-Dame
Librairie *La Gozette*, 4, rue Porte des forges
Royère-de-Vassivière : Bar *L'Atelier*
St-Loup : Restaurant *Le P'tit loup*
St-Junien-les-Combes : Lieu associatif *Comme une fleur sur la soupe*
St-Sulpice-le-Guérétois : *Le Caméléon café*, Claverolles
Sardent : Épicerie *Vival*
Sur le plateau et les marchés : Épicerie itinérante *Le Temps des cerises*
et sur *http://creuse-citron.legtux.org/*

Courrier postal : Creuse-Citron
BP 2 23 000 Sainte-Feyre
Courriel : creuse-citron@legtux.org
Impression : Espace Copie Plan, Guéret

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que, par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.

La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.